ELABORATION DU PLAN DE RELANCE SOCIOÉCONOMIQUE

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE PRÉSIDERA UNE SÉANCE DE TRAVAIL

Page 3

MDN

LE GÉNÉRAL-MAJOR HASSAN ALAIMIA INHUMÉ AU CIMETIÈRE D'EL-ALIA

Page 5

ISSN : 1112-7449

MIDI Libre

L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

N° 4038 | Mardi 7 juillet 2020 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

NOUVEAU RECORD QUOTIDIEN DES INFECTIONS

Page 16

CRISE DE LIQUIDITÉ

L'ASSÈCHEMENT !

Page 4

RAPATRIEMENT DES ATHLÈTES ALGÉRIENS

LE MINISTRE DES SPORTS RÉPOND À TAOUFIK MAKHLOUFI

Page 16

HAUSSE DES CAS DE COVID-19 :

"DANS MON SERVICE, LE PERSONNEL EST À BOUT"

Page 2

CAS DE MALADES ARRIVÉS D'ALGÉRIE

Les Français inquiets de la reprise de l'épidémie

Depuis le mois de juin dernier, les compagnies Air France, ASL Airlines et Transavia, multiplient les vols de rapatriement entre l'Algérie et la France.

Sur France 24, le président Abdelmadjid Tebboune a évoqué le chiffre de 32 vols quotidiens. Les départs s'effectuent depuis plusieurs villes algériennes (Alger, Oran, Annaba, Bejaia…), vers plusieurs destinations en France (Paris, Marseille, Lyon…). Ils sont plusieurs milliers, Européens et résidents étrangers en France, à avoir quitté l'Algérie.

Mais depuis le week-end dernier, ces vols, effectués sans contrôle sanitaire à l'embarquement, inquiètent en France. La cause ? La découverte d'une vingtaine de cas parmi les personnes qui venaient de rentrer d'Algérie.

"Si l'on en juge par leur état au moment de leur prise en charge, ils étaient déjà malades quand ils ont pris leur vol de rapatriement : au moins trois sont en réanimation et un est décédé. Vu l'importance des flux de populations entre la France et l'Algérie durant l'été, il est urgent de prendre des dispositions pour éviter que le virus ne recommence à circuler à bas bruit", détaille un médecin français cité ce dimanche par Libération.

"Cela pose la question du traçage et de l'isolement de l'ensemble des personnes qui ont voyagé avec eux, qui se trouvent maintenant disséminées sur le territoire et risquent de faire repartir l'épidémie ici, alors qu'elle est en plein boom au Maghreb", affirme, pour sa part, Eric Caumes, infectiologue à l'hôpital parisien de la Pitié-Salpêtrière dans un entretien à L'Express.

"*C'est en train d'exploser en Algérie, et la courbe est similaire au Maroc. Des tests PCR devraient d'ailleurs être mis en place pour ceux qui montent dans l'avion à Alger*", a-t-il ajouté.

R. N.

HAUSSE DES CAS DE LA COVID-19 :

"Dans mon service, le personnel est à bout"

La courbe haussière des nouveaux cas de contamination au Covid-19 en Algérie, pèse lourdement sur les personnels soignants engagés dans le la lutte contre l'épidémie de coronavirus depuis fin février.

PAR RACIM NIDHAL

Durant cette période, le corps médical a payé un lourd tribut, avec près d'une trentaine de praticiens décédés et des centaines de contaminés.*"Plus les délais d'exposition (au virus) sont importants, plus les risques de contracter le virus sont importants"*, résume Dr Mohamed Yousfi de service d'infectiologie de l'EPH de Boufarik.

Le deuxième élément soulevé par le Dr Yousfi pour expliquer la hausse des infections parmi le personnel soignant est le fait que l'épidémie dure dans le temps. "*Plus elle dure plus l'état d'épuisement s'empare des personnels soignants. Par conséquent, les réflexes de vigilances diminuent", relève-t-il.*

"Plusieurs de nos collègues au service ont eu des accidents de la circulation et des problèmes de santé à cause de l'état de l'épuisement qui affecte le personnel soignant", confie Dr Yousfi également président du Syndicat nationale des praticiens spécialistes de santé publique (SNPSSP).

Outre les médecins, les paramédicaux et les personnels administratifs ainsi que les agents de sécurité et le personnel de nettoyage des hôpitaux ne sont pas épargnés par l'épidémie.

Le 1er juillet, le DG de la prévention au ministère de la Santé, Dr Djamel Fourar, a fait état de la hausse des cas de contamination au Covid-19 au sein du personnel médical. Dans une note adressée à l'ensemble des chefs d'établissements hospitaliers leur rappelant les méthodes d'utilisation des équipements de protection individuels (EPI), dont le non-respect pourrait, selon Dr Fourar, expliquer cette hausse. *"L'épuisement et la lassitude peuvent faire en sorte que les personnels manquent de vigilance pour le respect des mesures de sécurité. Il peut même arriver que les plus habitués oublient ou mettent mal leur masque ou leurs surblouses. Il faut voir l'état de saturation dans lequel ils se trouvent. Donc, cette note vient rappeler l'importance de se protéger"*, fait remarquer le président du SNPSSP.

Cependant, Dr Yousfi estime que ce rappel "ne suffit pas", puisque, ajoute-t-il, "*il faut penser à remplacer les personnels et leur permettre de se reposer".*

Outre la hausse des contaminations, le personnel médical se retrouve aussi au bout du rouleau, épuisé par cinq mois de lutte sans répit contre la pandémie de coronavirus.

"*Je parle surtout des hôpitaux de santé publique. Au niveau des CHU, la pression est beaucoup moins importante sur le personnel, dès lors qu'il y a les résidents et les paramédicaux par centaines. Les professionnels de la santé y travaillent par brigades. Ce qui n'est pas le cas pour les EPH"*, tient à signaler Dr Yousfi.

Pour lui, l'état d'épuisement du personnel soignant est constaté tout particulièrement dans les régions qui enregistrent des foyers épidémiques et au niveau des établissements de santé publique.

Il est aussi accentué par le rebond des contaminations suite à la reprise des activités commerciales et le relâchement constaté chez la population, dans le respect des gestes barrières.

"*On a connu une diminution de la pression au mois d'avril. Ça aurait pu continuer aider à faire reposer les personnels soignants. Dans mon service, le personnel est à bout. Il faut nous aider",* lance le chef de service d'infectiologie de l'EPH de Boufarik.

"*Nous sommes dans une course contre la montre avec l'Institut Pasteur (d'Algérie) pour avoir les résultats PCR. On fait sortir des malades et en quelques heures les lits se remplissent. Au moment où je vous parle (dimanche 5 juillet, Ndlr) l'hôpital de Boufarik (qui dispose de 60 lits) est complet. Depuis hier samedi je n'ai plus de place, malgré le fait qu'il y a deux jours nous avons fait sortir 45 malades. En l'espace de 24 heures ces places se sont remplies à nouveau".*

Le Dr Yousfi lance un appel à la population, afin de respecter les mesures barrières pour éviter la contamination et aussi afin de faire baisser la pression sur les personnels soignants et leur permettre de se reposer.

R. N.

RETOUR AU CONFINEMENT SANITAIRE

Benbouzid : "Ce n'est pas à l'ordre du jour"

PAR RAYAN NASSIM

Le retour au confinement sanitaire "*n'est pas à l'ordre du jour*", a affirmé hier à Alger le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, précisant toutefois que cette mesure n'est pas totalement exclue et sera ciblée dans les localités qui verront une "propagation importante" des cas de contaminations au Coronavirus.

"*Le retour au confinement sanitaire n'est pas à l'ordre du jour. Néanmoins, nous avons des instructions que si une wilaya, une commune ou une daïra enregistre une propagation importante du virus représentant une menace sanitaire pour les citoyens, il n'est pas exclu que le Premier ministère opte pour un confinement ciblé dans des régions qui verront une progression importante des cas de contaminations au coronavirus. Cela étant, nous ne souhaitons pas en arriver là*", a déclaré le ministre.

S'exprimant lors d'un point de presse, en marge de la cérémonie de réception d'un don de kits médicaux destiné aux malades atteints au coronavirus, au siège de son département ministériel, M. Benbouzid a indiqué qu'il n'encouragerait pas cette mesure ayant déjà été appliquée avant d'être levée.

Tout en reconnaissant un "*rebond des cas de contaminations en Algérie, à l'instar du reste du monde où la progression est beaucoup plus importante*", M. Benbouzid a imputé cette situation à de "multiples raisons" dont notamment "*le non-respect des mesures de précaution et de prévention*", rappelant que "*le nombre des affections évolue conséquemment à la multiplication du nombre de tests*".

"*Ce qui nous préoccupe le plus, ce sont davantage les décès et, fort heureusement, nous enregistrons moins de cas qu'au départ où nous avions recensé 30 décès. Ceci, bien qu'on en soit aujourd'hui à plus de 400 contaminations/jour au Coronavirus. Aussi, nous œuvrons pour soigner nos malades afin de leur éviter qu'ils meurent du virus*", a-t-il expliqué.

Interrogé, par ailleurs, sur les tests à base de scanner, le ministre de la Santé a démenti "toute interdiction" de recourir à ce moyen qu'il a qualifié de "pas entièrement fiable", appelant à privilégier plutôt les examens cliniques.

R. N.

AVEC 43,36 DOLLARS

Les cours de pétrole débutent la semaine en hausse

Le cours du Brent, référence pour le pétrole algérien, entame la semaine en hausse. Hier lundi à 10h00 GMT, il cotait à 43,36 dollars, en hausse de 1,4% par rapport au cours de clôture du vendredi 4 juillet.

PAR LAKHDARI BRAHIM

En cinq séances, la hausse est de 4,25%. Si le cours du Brent a gagné 3,68% en un mois, il reste loin de son niveau de fin 2019 (-34,30%).
Le baril de WTI américain s'établit quant à lui aux alentours de 40,95 dollars, en hausse de 1,6% par rapport au prix d'ouverture des marchés.
La hausse des cours de pétrole a été soutenue par un rétrécissement de l'offre et une série de bonnes annonces signalant une reprise des économies à travers le monde, ce malgré une flambée des cas de coronavirus aux États-Unis et dans d'autres pays, rapporte l'agence Reuters.
"*Le marché semble ignorer la flambée des cas de Covid-19 aux États-Unis*", a déclaré l'institution financière internationale de bancassurance ING, qui précise que les données de plusieurs villes des États américains touchés ne montraient pas une réduction significative du trafic routier d'une semaine à l'autre. Le sentiment du marché semble également être positif, les investisseurs s'attendant à une série de données montrant une amélioration des indicateurs économiques, indique Reuters.
En Chine par exemple, l'économie se redresse tandis que ses marchés financiers attirent l'argent des investisseurs, préparant le terrain pour un marché haussier sain, a déclaré le China Securities Journal officiel dans un éditorial publié ce lundi.
Les traders avaient également un œil sur l'activité non manufacturière américaine, les commandes industrielles allemandes pour le mois de mai et les ventes en détail dans la zone euro. Toutes ces données étant attendues ce lundi devraient être positives.
Les cours du pétrole ont également été aidés par l'annonce de la baisse du nombre de puits pétroliers en activité aux États-Unis, un indicateur de la production à court terme dans le pays, rapporte l'agence Anadolu. Leur nombre a ainsi chuté de 3 à 185 pour la semaine se terminant le 2 juillet, selon la société de services pétroliers Baker Hughes. Alors qu'il s'agit du plus bas nombre de puits pétroliers américains depuis juin 2009, le nombre de puits opérationnels a diminué pour la seizième semaine consécutive la semaine dernière pour afficher une baisse globale de 498.
La baisse du nombre de puits pétroliers suggère que la production de pétrole brut aux États-Unis diminuera à court terme, réduisant une partie de la surabondance d'approvisionnement sur le marché tout en renforçant les prix. Dans ce contexte, l'Arabie saoudite a annoncé ce lundi sa décision d'augmenter le prix de vente officiel de son pétrole Arab Sweet Crude, a indiqué la compagnie pétrolière étatique saoudienne Aramco citée par l'agence Reuters. L'Arabie saoudite va notamment augmenter le prix de son pétrole à toutes les destinations de vente.

R. E.

Elaboration du plan de relance socioé-conomique

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune présidera, mardi, une séance de travail regroupant le Premier ministre et les membres du Gouvernement concernés par l'élaboration du plan national de relance socioéconomique, a indiqué la présidence de la République, lundi dans un communiqué. Cette séance de travail sera également l'occasion de débattre de "*tous les aspects de la nouvelle approche socioéconomique en prévision de sa présentation pour adoption lors du prochain Conseil des ministres*", a conclu la même source.

R. N.

LUTTE ANTITERRORISTE

Une bombe artisanale détruite à Tizi-Ouzou

Une bombe de confection artisanale a été découverte et détruite dimanche, lors d'une opération mené par un détachement de l'Armée nationale populaire à Tizi-Ouzou, a indiqué hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, le 5 juillet 2020, une (1) bombe de confection artisanale à Tizi-Ouzou en 1re Région militaire", précise la même source. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée et dans la dynamique des efforts soutenus visant à endiguer la propagation du fléau de narcotrafic dans notre pays, des Garde-frontières, en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale, "ont saisi une grande quantité de kif traité s'élevant à quatre (4) quintaux et 97 kilogrammes, suite à une patrouille de fouille et de recherche menée près de Beni Ounif, wilaya de Bechar (3e Région militaire)", tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale "*ont appréhendé, à Tlemcen (2e Région militaire), trois (3) narcotrafiquants en possession de 48 kilogrammes de kif traité*", *ajoute le communiqué. De même, des détachements combinés de l'ANP "ont arrêté 3 narcotrafiquants et saisi 4.897 comprimés psychotropes à Batna et Khenchela (5ème Région militaire)*". Par ailleurs, des détachements de l'ANP "*ont arrêté, lors d'opérations distinctes menées à Tindouf (3e Région militaire) et Bordj Badji Mokhtar (6ème Région militaire), 13 individus et saisi 9 groupes électrogènes et 11 marteaux piqueurs servant dans les opérations d'orpaillage illicite*", tandis que des Garde-côtes "*ont mis en échec une tentative d'émigration clandestine de 17 individus à bord d'une embarcation de construction artisanale, à Ain Témouchent (2e Région militaire)*". De même, "*26 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Bordj Badji Mokhtar et Tlemcen*", ajoute le communiqué MDN.

R. N.

Le général à la retraite, Hocine Benhadid honoré

Le général à la retraite Hocine Benhadid a été honoré dimanche soir au cours d'une réception organisée au Cercle national de l'Armée en l'honneur de hauts cadres de l'Etat et de retraités de l'Armée Nationale Populaire présidée par le chef d'État major de l'ANP à l'occasion de la fête de l'indépendance. La traditionnelle cérémonie a été présidée par le chef d'État-major de l'armée, le général de corps d'armée, Said Chanegriha en présence du Premier ministre, Abdelaziz Djerad.

R. N.

EN L'HONNEUR DE HAUTS CADRES DE L'ETAT ET DE RETRAITÉS DE L'ANP

Chanegriha préside une réception au Cercle national de l'Armée

Le chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général de corps d'Armée, Saïd Chanegriha, a présidé dimanche soir au Cercle national de l'Armée à Béni-Messous (Alger), au nom de monsieur le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, une cérémonie d'échange de vœux en l'honneur de hauts cadres de l'ANP en activité ou à la retraite et de hauts responsables de l'Etat à l'occasion de la commémoration du 58e anniversaire de la fête de l'indépendance.
"En hommage à nos vaillants martyrs, qui se sont sacrifiés pour que les enfants de notre chère patrie puissent vivre dignement dans une Algérie libre et souveraine, et à l'occasion des festivités commémorant le 58ème anniversaire de la fête de l'indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale, le Général de corps d'Armée, Saïd Chanegriha, chef d'Etat-major de l'ANP, au nom de monsieur le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, la soirée de ce dimanche 5 juillet 2020, au Cercle national de l'Armée à Béni-Messous, une cérémonie d'échange de vœux en l'honneur de hauts cadres de l'ANP, en activité ou à la retraite et de hauts responsables de l'Etat", a précisé le ministère de la Défense nationale.
Ont pris part à cette cérémonie, qui s'inscrit "*dans le cadre des grandes traditions de l'ANP, visant à valoriser les dates phares de notre glorieuse histoire*", le président du Conseil de la nation par intérim, Salah Goudjil, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Slimane Chenine, le président du Conseil constitutionnel, Kamel Fenniche, et le Premier ministre, Abdelaziz Djerad.
Etaient également présents à cette cérémonie, le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, le ministre des Moudjahidine et des Ayant-droits, Tayeb Zitouni, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, ainsi que des membres du gouvernement, des personnalités nationales et Moudjahidine.
Une exposition photographique a été organisée à cette occasion, retraçant les différentes étapes de la résistance populaire et de la glorieuse Révolution dès son déclenchement le 1er Novembre 1954, jusqu'au recouvrement de la souveraineté nationale le 5 juillet 1962.
La soirée a été également marquée par une projection vidéo consacrée au rapatriement des restes mortuaires de 24 résistants algériens, et un film documentaire en hommage à l'Armée nationale populaire, ainsi qu'un spectacle pyrotechnique pour commémorer l'événement.

C. A.

CRISE DE LIQUIDITÉ

Vers la paralysie de l'économie algérienne ?

Dû à la conjoncture actuelle, marquée par une crise économique ainsi qu'une crise sanitaire sans précédent, les banques algériennes sont poussées à geler certains crédits aux entreprises, en raison du manque de liquidité qui touche l'Algérie en ce moment. Les conséquences pourraient être terribles, surtout pour un secteur qui est appelé à soutenir la reprise post-Covid-19.

PAR OUAIL MEHIGUENI

La crise de liquidité en Algérie commence à avoir des répercussions sur les Algériens, notamment les entreprises. Dans un communiqué rendu public ce lundi 29 juin, Algérie Poste a indiqué que les retraits en espèces auprès des bureaux de poste sont exceptionnellement suspendus pour les personnes morales, titulaires de comptes courants postaux (CCP). Algérie Poste explique cette démarche par la volonté de faciliter aux citoyens les retraits en espèces de leurs salaires, allocations et pensions de retraite, et indique que cette décision a été prise suite aux instructions de président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Par conséquent, les entreprises ne peuvent retirer d'argent liquide de la poste. Cette dernière informe cependant que "*ces personnes morales peuvent bénéficier des moyens de paiement scripturaux disponibles, moyennant l'utilisation de chèques certifiés, de virements de compte à compte ou de la présentation d'un chèque postal à l'encaissement via le système de télé compensation avec la place bancaire*".

En plus de la chute continue du cours du baril de pétrole depuis 2014, la situation s'est surtout aggravée avec la pandémie du coronavirus qui, en faisant chuter la demande mondiale des hydrocarbures à un niveau très bas, a amplifié la chute du cours du baril à un niveau inquiétant pour

les pays dont les économies reposent sur la rente pétrolière, comme l'Algérie. Ceci aggrave le déficit de la balance des paiements et se traduit par un recul de la masse monétaire et donc des liquidités en circulation.

On peut aussi parler de l'arrêt du financement non conventionnel pratiqué par l'ancien régime qui, entre novembre 2017 et décembre 2019, a imprimé près de 6.500 milliards de dinars. Une pratique qui a été suspendue en début d'année par le nouveau gouvernement d'Abdelmadjid Tebboune, alors que le déficit budgétaire est de plus en plus important et que les autorités algériennes refusent l'alternative de la dette extérieure.

Enfin, il y a bien évidemment l'importance du marché informel que la conjoncture politique et économique favorise. Sami Agli, président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), soulignait en mars dernier que 80 milliards de dollars circulaient sur le marché informel en Algérie. Plus récemment, c'est le président de la République qui révélait que les liquidités en circulation dans le circuit informel représentent entre 6.000 et 10.000 milliards de dinars. En clair, une grosse partie de l'épargne qui devrait se retrouver dans le circuit bancaire demeure dans le marché parallèle.

L'institution postale a tenu à rassurer sa clientèle en affirmant que "*la disponibilité des liquidités dans tous les bureaux de poste est garantie par notamment l'installation d'une cellule chargée du suivi quotidien de la disponibilité des fonds au niveau des bureaux de poste, composée des représentants du secteur de la poste et des télécommunications et de la Banque d'Algérie*".

Le communiqué de la poste conclut que "*cette période exceptionnelle constitue une réelle opportunité pour promouvoir davantage l'utilisation de la monnaie scripturale et des moyens de paiement électroniques par l'ensemble des citoyens, afin de rationaliser les retraits en espèces*". Cette décision parvient au moment ou le ministre des finances a affirmé que le niveau de liquidités au sein des banques est acceptable.

O. M.

AYMEN BENABDERHMANE :

"Le problème de liquidités sera bientôt résolu"

Le ministre des Finances, Aymen Benabderhmane, s'est exprimé hier au micro de la chaine 3, à propos du manque de liquidité qu'a connu le pays ces derniers jours.

"*La même problématique existe au niveau des économies les plus développées, nous traversons une conjoncture assez particulière*", a-t-il indiqué.

Interrogé sur le problème du manque de liquidité au niveau de la Banque d'Algérie, Aymen Benabderhmane explique, "*c'est le résultat d'un assèchement de l'activité économique*", évoquant la récession économique et commerciale qui influe grandement sur les rentrées de liquidité.

Le ministre des Finances rassure, par ailleurs, que le problème va être réglé dès que possible. "*Nous sommes en train de réguler pour y faire face, tout sera mis en œuvre pour un retour à la normale*".

La dépréciation du Dinar algérien en question

Aymen Benabderrahmane, ministre des Finances, a indiqué samedi lors d'une déclaration à la presse, en marge d'une cérémonie à l'occasion de l'émission de nouveaux billets et pièces de monnaie, que l'actuelle dépréciation de la monnaie nationale, notamment face à l'euro, est hautement prononcée.

Pour le ministre des Finances, le recul de la valeur du dinar face à l'euro et à d'autres devises, est le fruit de *"la conjoncture exceptionnelle"* engendrée par la pandémie du coronavirus qui a *"touché l'ensemble des économies dans le monde, y compris celles des grandes puissances*" a-t-il souligné. Par ailleurs, la réforme fiscale et bancaire, ainsi que celle du système douanier contribuera, d'après lui, à la consolidation du dinar algérien.

O. M

Les interminables files devant les guichets

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

Les citoyens sont de plus en plus confrontés au manque de liquidités dans les banques. Dans certains endroits, des files d'attente sont au quotidien et parfois des salariés ne peuvent pas effectuer des virements faute d'argent.

Dans presque toutes les agences bancaires, c'est le même topo. Des files d'attente de clients rendent la situation inédite. Si les commerçants arrivent à avaliser leurs traites pour des jours, ce qui est anormal, les salariés sont surpris parfois à un manque de liquidités. Ils ne peuvent pas effectuer des virements faute de stocks de liquidités, alors que d'autres ne peuvent qu'encaisser la moitié des salaires. Cette inquiétude pèse de plus en plus sur le moral des ménages qui n'arrivent pas à comprendre cette inextricable crise et ses causes. D'ailleurs la Banque d'Algérie n'a publié aucun communiqué indiquant un manque de liquidités et l'on rappelle que la Poste d'Algérie a fixé un seuil maximal d'encaissement qui ne doit pas dépasser les 200.000 DA, et d'éviter toute transaction pour les personnes morales. Le gouvernement a son tour a promis d'y remédier en approvisionnant dés la fin juin tous les établissements financiers et même la Poste d'Algérie en liquidités et en assurant un flux continuel des transactions. Mais, cette situation que le ministre des Finances actuel Aymen Benabderahmane n'a pas caché à l'opinion publique a été évoquée lors de la dernière conférence de presse organisée avant-hier. Il a dans ce sens déploré, que *"le secteur bancaire connait des difficultés d'approvisionnement en monnaie fiduciaire"* mais rassure que "*le nouveau siège de l'imprimerie des billets et de la monnaie sera d'un grand secours*". En effet de nouveaux billets seront bientôt mis en émission, ce qui permettra d'alléger le fardeau pour les banques et de leur assurer une disponibilité en liquide à terme. Selon le ministre *"cette crise est due à un recul de la dynamique économique mondiale causée par la pandémie et qui a eu ses répercussions sur l'économie algérienne"*. Il considère que le fait que "*la plupart des transactions se déroulent en cash*", il y a une urgence *"de numériser toutes les transactions et de se mettre dans le e-paiement*". Une solution que le premier argentier du pays se réfère comme qui a été toujours avancée comme clé de réussite. Mais cela dit, "*il faudra absorber tous l'argent des circuits de l'informel afin de passer à un stade de numérisation avancée*".

F.A.-

TERRORISME ROUTIER:

le DGSN appelle les cadres du secteur à élaborer un plan préventif efficace

Le Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Khelifa Ounissi, a appelé, lundi à Alger, les cadres de la sécurité publique à élaborer un plan préventif efficace à distribuer aux différents dispositifs de sécurité à travers le pays, pour juguler le phénomène du "terrorisme routier".

PAR RACIM NIDHAL

Donnant le coup d'envoi d'une campagne nationale de sensibilisation à la sécurité routière aux Pins Maritimes (commune de Mohammadia), le DGSN a souligné que les services de la sécurité publique "sont appelés aujourd'hui à trouver des solutions sur le terrain" et à étudier les causes du phénomène du "terrorisme routier" et de la persistance de la tendance haussière du nombre des accidents de la circulation qui font des victimes et engendrent des pertes.

Il a appelé également ces services à élaborer "un plan préventif efficace à distribuer à travers le pays".

En dépit des moyens que consacre l'Etat au secteur de la sûreté nationale et des ressources humaines, "le rendement demeure insuffisant" et les résultats escomptés ne sont pas atteints, a-t-il regretté, faisant allusion à la hausse constante des accidents de la circulation, après 20 ans de travail, ce qui exige, selon lui, "davantage d'efficacité dans le traitement des différentes questions et affaires notamment par la police de la sécurité publique".

"La solution ne repose pas uniquement sur l'action policière, mais également sur le rôle des partenaires particulièrement les auto-écoles, l'état des routes, les problèmes techniques des véhicules et l'état du conducteur", outre les dispositifs en charge de la circulation routière, a-t-il précisé.

Se référant aux statistiques périodiques des services de la sécurité publique, il a relevé que les camions de transport des marchandises et le facteur humain viennent en tête des principales causes à l'origine des accidents de la circulation, soulignant que les services de sécurité «sont tenus d'effectuer une analyse sur ces causes et d'assurer un contrôle des entreprises de transport des marchandises pour s'assurer du respect du cahier des charges garantissant aussi bien la sécurité du conducteur que celle du piéton".

Le DGSN a, par ailleurs, mis l'accent sur l'importance de "la présence des brigades de la Sûreté publique sur le terrain" qui doit, a-t-il ajouté, comprendre la garde publique, le déploiement et la présence dans les places publiques, ainsi que de la couverture des grandes agglomérations, en vue d'assurer la sécurité de tous, aussi bien des biens que des vies, en sus de la fluidité de la circulation routière et l'intervention pour "imposer l'autorité de la Loi" ou pour prodiguer les premiers secours.

A ce titre, M. Ounissi a adressé, à l'assistance, une série d'observations, portant essentiellement sur la nécessité "de retrouver le prestige du policier et réhabiliter la force publique".

Détaillant les observations, M. Ounissi les a résume en quelques points, dont : la nature des interventions et ce qu'elles impliquent comme appréhension adéquate et prudente à la fois de la problématique, en étant suffisamment préparé, en optant pour un comportement acceptable et étudié dans tous les cas et en faisant preuve d'une extrême vigilance, lors de l'accomplissement des missions, sans omettre d'éviter les comportements contraires à la déontologie de la profession et toute ambiguïté, tout en faisant preuve d'impartialité.

Le DGSN a rappelé que le coup d'envoi de la campagne nationale de sensibilisation sur la sécurité routière coïncidait, cette année, avec l'été qui intervient dans une conjoncture sanitaire exceptionnelle, d'autant plus que le citoyen choisira, cette année, de visiter les villes touristiques au lieu des plages, ce qui requiert, selon lui, un plan d'action efficace et une plus grande opérationnalité, en vue de faire face à d'éventuels dépassements».

Pour sa part, le directeur de la Sécurité publique, le contrôleur de police, Aissa Naili, a affirmé que le lancement de la campagne nationale de sensibilisation sur la sécurité routière intervenait dans une conjoncture sanitaire mondiale spéciale marquée par la propagation de l'épidémie du nouveau Coronavirus, coïncidant cette année, avec l'été, d'où la nécessite d'accompagner le citoyen et de le protéger lors de ses promenades et déplacements quotidiens dans les villes, en prévision d'un trafic routier dense qui caractérisera les prochaines vacances.

Cette campagne a pour objectif, de lutter contre les phénomènes de stationnement dangereux, des conséquences de la congestion routière et des accidents de circulation, a expliqué le commissaire de police. Et d'ajouter que c'est une démarche à laquelle contribue la direction de l'Administration générale et des moyens techniques, à travers l'optimisation du système de prévention routière, un cadre qui «permet la collecte des données et la cristallisation d'une stratégie globale».

R.N.

RÉDHA TIR (PRÉSIDENT DU CNES) :

"L'économie algérienne est loin de l'effondrement "

Le président du Conseil national économique et social (CNES), Rédha Tir, a déclaré, hier lundi 6 juillet 2020, lors de son passage à la radio nationale, que l'économie algérienne était confrontée à des difficultés et avait besoin de réformes structurelles, mais qu'elle était loin de s'effondrer.

Il a rappelé que le CNES a pour mission de bâtir une économie nationale de demain solide fondée sur trois piliers fondamentaux, à savoir la création des institutions avec une dimension de service social, la stabilité de l'emploi et la relocalisation certaines industries stratégiques.

M. Tir a expliqué que le CNES attache de l'importance au Conseil de la concurrence, étant donné que l'Algérie cherche dans sa vision économique à reprendre le chemin de l'industrialisation selon les normes internationales, car cela permettrait de mettre fin au monopole et de contribuer à réduire les coûts, les prix et à améliorer la qualité et la compétitivité du produit.

Il a souligné que des efforts avaient été faits pour mettre en œuvre des réformes structurelles de l'économie nationale, notamment durant la période de propagation du Covid-19, y compris les conditions d'amélioration du climat d'investissement en coordination avec le gouvernement et le Ministère de l'industrie.

M. Tir a indiqué qu'une étude a également été préparée sur la mise à niveau du système statistique en plus de la transition énergétique en termes de comportement des citoyens ainsi que sur le sort du secteur public improductif.

R. N.

INDUSTRIE

Le complexe sidérurgique d'El Hadjar emploie 6.100 personnes

Le ministre de l'Industrie, M. Farhat Ait Ali Braham, effectue, hier une visite de travail au complexe sidérurgique d'El Hadjar, dans la wilaya d'Annaba.

Selon les explications fournies au ministre, le complexe emploie environ 6 100 travailleurs de diverses spécialités, rapporte le ministère dans un communiqué publié sur sa page Facebook.

Depuis 2015, le complexe d'El Hadjar s'est engagé dans un plan de développement visant à la réhabilitation technologique des installations de production.

Ce fleuron de la sidérurgie algérienne a connu ces dernières années plusieurs restructurations, ainsi que des mouvements de protestation, la mise à l'arrêt de plusieurs fourneaux et une situation financière alarmante.

A ce propos, le nouveau directeur général du complexe d'El Hadjar, Réda Belhadj, a évoqué, en mai dernier, une trésorerie très fragile, un endettement lourd et des créances qui sont significatives. En dépit des investissements de l'Etat, pour maintenir le complexe à flot, la situation financière reste alarmante./

MDN

Le général-major Hassan Alaimia inhumé au cimetière d'El-Alia

Le général-major Hassan Alaimia, Commandant de la 4e Région militaire, décédé dimanche des suites d'une longue maladie, a été inhumé hier lundi au cimetière d'El Alia à Alger, a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"La cérémonie de levée du corps du défunt général-major Hassan Alaïmia, Commandant de la 4e Région militaire, s'est tenue le 06 juillet 2020, au niveau de l'Hôpital Central de l'Armée, Mohamed Seghir Nekkache à Aïn Naâdja, où les honneurs militaires lui ont été rendus, en présence du Haut Commandement de l'Armée nationale populaire, ainsi que de la famille du défunt", précise le communiqué.

"Lors de cette cérémonie funèbre, la Fatiha a été récitée sur l'âme pure du défunt, avant la lecture d'une oraison funèbre retraçant son parcours professionnel riche en prouesses dans la préservation de la Patrie et la sauvegarde de sa sécurité et sa stabilité", ajoute la même source.

R. N.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE LA SANTE DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIERE

CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE DE BAB EL-OUED

02 Boulevard Said TOUATI Bab El-Oued

PREMIERE (1 ère) MISE EN DEMEURE

- Vu le décret présidentiel n° 15-247 du 06/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service de service public ;
- Vu le Contrat n°54/2018 du 23/12/2018 relatif à la fourniture, pose et raccordements et la mise en service des équipements éléctriques au profit de service Médecine Nucléaire du CHU Bab El-Oued reparti en lots séparés, Lot N°02 : Groupe électrogène de 630 KVA/220/380V.
- Vu l'ordre de service N°80 du 23/12/2018.
- Vu le Procès Verbal de réunion en date du 29/06/2020 émanant du bureau d'étude BEREG

Le Centre Hospitalo-universitaire met en demeure la société **SARL ETS** Sise Cité Douzi 01 Lot N° 87 Bab Ezzouar ALGER, à l'effet de prendre en charge les éléments cité dans le PV de réunion dans un délai de huit (08) jours.

Faute de quoi, il sera fait application des mesures prévues par la réglementation en vigueur.

La présente mise en demeure est applicable de la date de sa première apparition dans les quotidiens nationaux.

Midi Libre n° 4038 - Mardi 7 juillet 2020 - Anep 2016 010 982

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya d'Alger

Circonscription Administrative de Dar El Beida

Commune de Mohammadia

AVIS

D'INFRUCTUOSITE

Vu le décret présidentiel N° **15/247** de la **16/09/2015** portant réglementation des marchés publics et des délégations de services publics.

Vu le procès verbal de la commission d'ouverture des plis et évaluation des offres **N° : 10/2020** du **22/04/2020**.

Le président de l'assemblée populaire communale de Mohammadia informe l'ensemble des entreprises concernées par l'avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacité minimale **N° 08/2020** publiés dans les quotidiens « **الحياة** » et « **Midilibre**» l'infructuosité de l'opération suivante :

- Travaux de réfection des écoles
- Lot **N°01** école **(Yenoun Belkacem)**

Midi Libre n° 4038 - Mardi 7 juillet 2020 - Anep 2016 010 946

MIDI
Quotidien national d'information

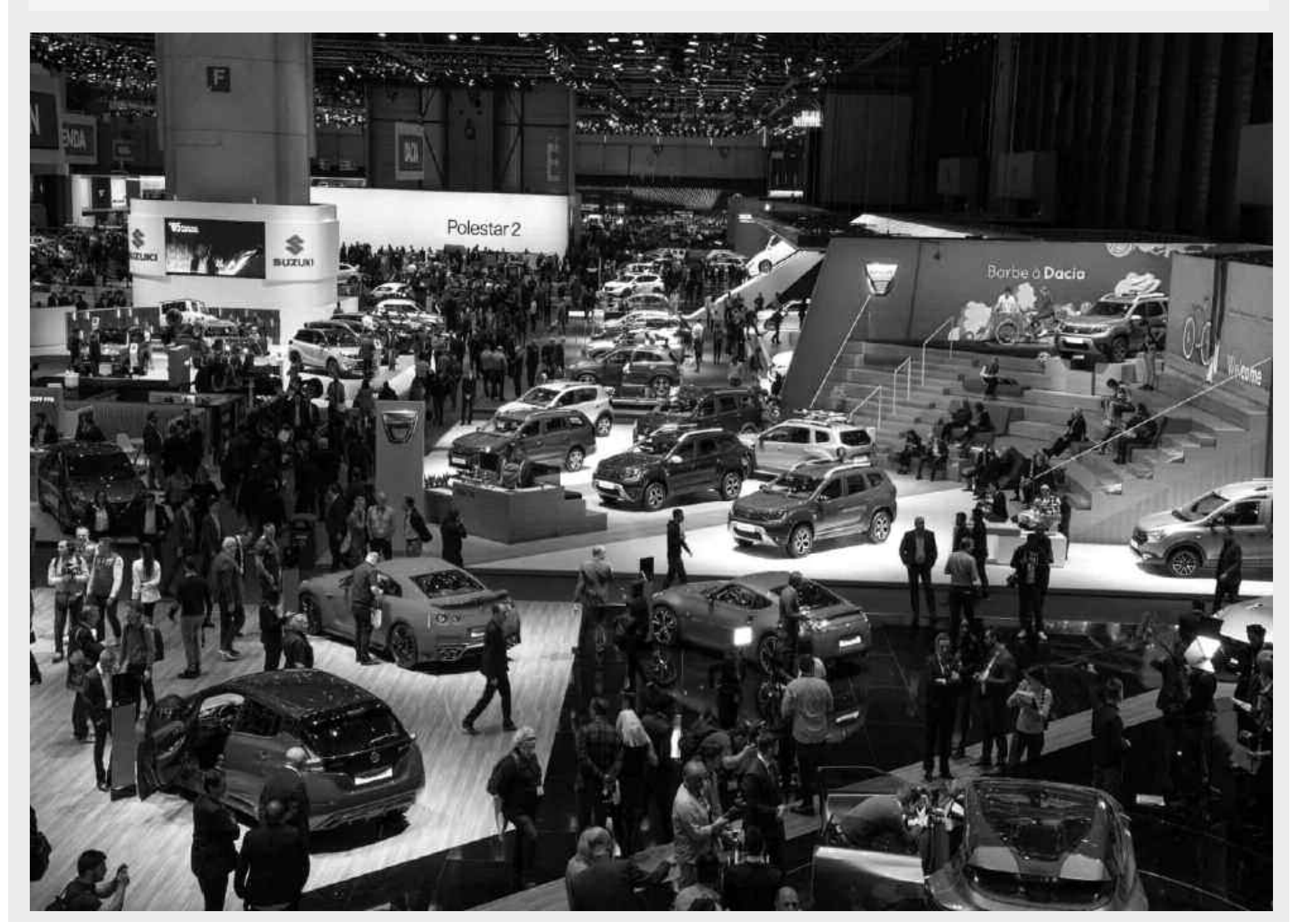
L'INFO, RIEN QUE L'INFO

MIDI AUTO

Virtual Casa 500, le temple de l'icône italienne

Le Salon de l'automobile de Genève 2021 annulé en raison du coronavirus

Double peine pour le Salon automobile de Genève. Après l'annulation de son édition 2020 qui devait avoir lieu en mars dernier, les organisateurs ont annoncé, ce lundi, que l'édition 2021 serait également annulée.



Transport : nécessité de développer le réseau ferroviaire parallèlement au réseau routier

Le Salon de l'automobile de Genève 2021 annulé en raison du coronavirus

Double peine pour le Salon automobile de Genève. Après l'annulation de son édition 2020 qui devait avoir lieu en mars dernier, les organisateurs ont annoncé, ce lundi, que l'édition 2021 serait également annulée.

Encore une fois, c'est l'épidémie de coronavirus qui justifie cette décision. Cette fois les raisons sont moins sanitaires que financières. Dans un communiqué, le Comité et le Conseil de Fondation du Salon international de l'automobile indiquent avoir « renoncé à organiser une manifestation en 2021 pour des raisons évidentes : suite à un sondage, la majorité des exposants a indiqué qu'elle ne participerait probablement pas à une édition 2021 et qu'elle favorisait une prochaine édition en 2022 ».

Les constructeurs automobiles traversent en effet tous une zone de turbulence liée notamment au coronavirus, et cherchent donc à effectuer des économies sur les postes jugés peu stratégiques, tels que les salons automobiles justement. En outre, expliquent les organisateurs, « il n'est pas certain que la situation sanitaire permette l'organisation d'un événement regroupant plus de 600.000 visiteurs et 10.000 journalistes au printemps prochain ».

Les organisateurs avaient demandé au canton de Genève un soutien financier pour couvrir les pertes causées par cette première annulation, estimées à 11 millions de francs suisses (10 millions d'euros), et pour préparer une nouvelle édition. Mais les organisateurs du Salon ont, toutefois, décidé, lundi, de refuser ce prêt car ils n'auraient pas pu faire face à la première échéance de remboursement en juin 2021.

Le communiqué indique également que les organisateurs envisagent de vendre le Salon au Palais des expositions et des congrès de Genève (Palexpo).

Toyota : la marque automobile N°1 au Brandz Top 100

Toyota a décroché le titre de la marque automobile la plus valorisée au monde. Comme tous les ans, le cabinet en communication Millward Brown vient de publier le classement Brandz Top 100 des valorisations des plus grandes entreprises mondiales.

Ce Top 100 est dominé par des grands noms de l'informatique tels que Google, Apple, Microsoft, Amazon ou encore Facebook, mais Toyota demeure la 1ère marque automobile à s'illustrer dans ce classement, avec une valeur de 28,38 milliards USD, soit une baisse de 3% par rapport à 2019.

D'après l'édition 2020 de classement BrandZ Top 100, c'est Toyota qui s'impose largement comme la marque à plus forte valeur devant Mercedes-Benz et BMW. A noter qu'on trouve seulement trois marques automobiles dans ce top 100 des marques les plus valorisées dans le monde, et que Toyota ne figure qu'à la 48ème position, Mercedes-Benz à la 56e pointant avec 21,349 milliards USD, soit une baisse de 9% par rapport à 2019, et BMW à la 61ème avec 20,517 milliards USD, soit une baisse de 8% par rapport à 2019. A noter que Tesla ne figure pas dans le top 100, malgré sa valorisation estimée à plus de 11 milliards de dollars, soit une progression de 22 %. Et que la valorisation de tous les autres constructeurs automobiles est en baisse par rapport à 2019. Également, Ford et Honda ne figurent pas dans ce top 100, avec une baisse respective de 10% et 15 % par rapport à 2019.

Nissan : colère des actionnaires lors de l'AG du groupe japonais

Les dirigeants du constructeur automobile japonais Nissan ont été copieusement critiqués par de petits actionnaires lors de l'assemblée générale du groupe qui s'est tenue le 29 juin 2020, tant sur sa gouvernance, sa crédibilité après l'affaire Ghosn que sur son avenir incertain dans la crise. En effet, le groupe a subi une perte nette colossale de 6.2 milliards dollars sur son dernier exercice annuel 2019/2020 et n'a pas publié de prévisions pour l'exercice en cours, qui s'annonce très sombre lui aussi en raison de la pandémie persistante de Covid-19. Le P.-dg Makoto Uchida a annoncé des baisses de rémunérations pour les directeurs. "Durant un semestre au moins, les P.-dg verront leur salaire de base diminuer de 50%, pour les autres dirigeants la baisse sera de 20 à 30%", a-t-il dit.

Nissan n'a pas versé de dividende au titre de l'exercice écoulé et ne prévoit pas de le faire avant d'avoir retrouvé des niveaux de trésorerie positifs, ce que M. Uchida a dit espérer atteindre "au second semestre 2021/2022".

Pour tenter de remonter la pente, le groupe a intensifié le mois dernier son plan de restructuration, en décidant notamment de fermer son usine de Barcelone (Espagne).

Nissan mise aussi sur le lancement de nouveaux modèles, à commencer par l'Ariya, un SUV 100% électrique, qui sera officiellement présenté le 15 juillet. Le groupe compte également largement s'appuyer sur son alliance avec Renault et Mitsubishi Motors, dont la nouvelle stratégie vise prioritairement à restaurer la rentabilité.

En avril, la production mondiale de Nissan baissait de -62,4% par rapport à la même période de l'année précédente, atteignant 156.898 unités. Les ventes ont continué à se détériorer en avril avec une baisse en de -37,3%, atteignant 272.873 unités. Sur l'exercice fiscal 2019-2020, Nissan a en effet vendu 13,2% de véhicules de moins qu'à l'occasion de l'exercice précédent (4,7 millions de VN contre 5,5 millions).

Renault Trucks Algérie : Recherche de nouveaux distributeurs sur l'extrême-est du pays

Renault Trucks Algérie recrute des distributeurs sur la région extrême-est, en lançant un recrutement de distributeurs via un appel à candidature, notamment via sa page Facebook.

La filiale algérienne de Renault Trucks a décidé d'étoffer son réseau sur l'extrême-est du pays et lance pour l'occasion un recrutement de distributeurs. Les candidats désirant postuler doivent envoyer un dossier complet par email (netdev.algerie@renault-trucks.com) qui inclue une présentation du candidat (parcours, activité actuelle et expérience), ainsi qu'un plan du site avec photos.

Citroën Algérie : collecte de bouchons au profit des "enfants de la lune"

Saida, représentant de Citroën en Algérie, lance une campagne de collecte de bouchons au profit de l'association Recyclage des bouchons pour les enfants de la lune. Les bouchons en plastique ne sont peut-être pas importants pour nous, mais pour eux si car la collecte de bouchons peut faire une grande différence dans la vie de nombreux enfants atteints de la peau sèche, Connus sous le nom des enfants de la lune. Cette campagne contribue de manière créative à préserver l'environnement, d'une part, et aide les enfants de la lune, d'autre part, puisque la recette des ventes des bouchons aux usines est utilisée pour leur fournir des médicaments et des vêtements de protection qui les aident à vivre en toute sécurité.

Donc, aux clients de passage chez ou devant les affaires Citroën, pensez à y participer et sinon, vous pouvez toujours prendre directement attache avec l'association Recyclage des bouchons pour les enfants de la lune sur sa page facebook ou bien par téléphone au : 0551 58 58 23

Volkswagen renonce à la construction d'une usine en Turquie

Le groupe automobile Volkswagen a annoncé, mercredi, qu'il renonçait à la construction prévue d'une usine en Turquie, en réaction à la crise du secteur automobile causée par la pandémie du nouveau coronavirus, rapporte l'AFP.

Après avoir suspendu sa décision sur la construction d'une nouvelle usine en Turquie, dans un premier temps, Volkswagen abandonne définitivement cet investissement car "la situation n'est pas la même qu'avant le coronavirus", a estimé un porte-parole du groupe, confirmant auprès de l'AFP des informations de presse parues plus tôt dans la matinée. En effet, comme l'ensemble du secteur automobile, le constructeur a été fortement plombé pendant la première partie de l'année par les effets de la pandémie, qui a fait drastiquement chuter ses ventes.

L'usine turque de Volkswagen représentait un investissement estimé entre 1,2 et 1,5 milliard d'euros et devait employer quelque 4 000 personnes. D'une capacité de production de 300.000 unités/an, Volkswagen Turkey faisait partie du nouveau programme de répartition des usines du Groupe Volkswagen.

Virtual Casa 500, le temple de l'icône italienne

Pour célébrer le 63e anniversaire de la 500, Fiat lance Virtual Casa 500, un musée virtuel pour découvrir le passé, le présent et le futur de l'icône italienne.

Soixante-trois ans se sont écoulés depuis le 4 juillet 1957, jour où Fiat a présenté au monde l'une de ses voitures les plus appréciées : la 500. La légendaire « Cinquino » s'est immédiatement imposée comme une « marque d'amour », véritable phénomène social et ambassadrice des produits Made in Italy à travers le monde. Son succès s'est d'ailleurs confirmé en 2017, lorsqu'une Fiat 500 de première génération – qui avait apporté à l'Italie les joies de la mobilité et de la liberté dans les années 50 – a été intégrée aux collections permanentes du Museum of Modern Art (MoMA) de New York, temple e l'art et du design de renommée mondiale. Avec la deuxième génération de 2007, la Fiat 500 est devenue une icône de la mode et du style italiens qui ont conquis le monde. En 2020, la troisième génération, la Nouvelle 500, est à nouveau prête à révolutionner la mobilité urbaine au nom du développement durable, propulsée par l'innovation et la technologie.

Alors considérant qu'il nous faut maintenant redémarrer avec une énergie positive que seul le style italien peut apporter, quoi de mieux pour aborder ce changement qu'une Nouvelle Fiat 500 ?

Un musée virtuel pour célébrer l'anniversaire d'une icône

Ce 4 juillet 2020 – anniversaire de la 500 – les événements ont débuté à Turin, berceau de la première génération de cette petite voiture légendaire, là où tout a commencé. La production de la Nouvelle 500 a débuté sur les chaînes de montage entièrement rénovées de l'usine de Mirafiori. Et c'est le quatrième étage du musée d'art Pinacoteca Agnelli, situé au Lingotto à Turin, qui accueille désormais la Virtual Casa 500. Une belle manière pour Fiat de célébrer son icône.

Ce musée virtuel consacré à la 500 permet de retracer le passé, le présent et l'avenir directement depuis son smartphone, son PC ou sa tablette. C'est un voyage dynamique, des années 50 à nos jours, racontant une histoire qui appartient à chacun d'entre nous, tout comme la 500.

Nous souhaitons vous inviter à une visite privée de Casa 500, au sein de la Pinacothèque du Lingotto, dont l'ouverture est prévue pour le printemps 2021. Les changements actuels nécessitent encore plus de prendre conscience de ses origines, de ses racines et de sa maison. Mirafiori a été le foyer de la Fiat 500 mais elle a tout d'abord été basée au Lingotto, berceau de la toute première 500 : la 500A Topolino de 1936. La Pinacoteca – avec Fiat comme partenaire principal – était donc le seul endroit où la célébration pouvait être organisée. Le lien de la marque avec la Pinacoteca Agnelli est une question d'histoire et de valeurs partagées. Après tout, l'entreprise et la Pinacothèque ont donné à la ville de Turin une visibilité internationale, tout en agissant comme des ambassadeurs de l'Italie dans le monde.

Dans l'environnement numérique de la Virtual Casa 500, tout est à portée de clic : les 11 zones thématiques (Héritage ; Fabriqué en Italie ; 500 One-offs ; Journal d'une icône ; Un voyage à travers 3 générations ; Nouvelle expérience 500 ; 500 Design Story ; Une histoire de pertinence sociale ; L'avenir commence ici ; 500 vibrations vintage ; Open for Change) permettent d'emmener le visiteur dans un voyage immersif à travers le monde de la 500, pour évoquer des souvenirs, des rêves et des émotions. Le premier domaine, axé sur le patrimoine industriel et culturel de la Fiat 500, rend compte de la façon dont cette icône pop intemporelle a interprété les besoins de trois générations : la 500 démocratique de 1957, le modèle individualiste de 2007 puis la version de 2020 socialement responsable.

Ce voyage a commencé à Turin en 1957 et il allait conquérir le monde. Ce parcours à travers les trois générations de cette voiture, création originale de visionnaires talentueux et fruit de leur ingéniosité, se décline également au travers des icônes du design italien exposés dans la zone Made of Italy. Ces objets, dont la Fiat 500, ont bousculé les règles du design et changé les perceptions. La zone historique comprend quant à elle un journal multimédia de souvenirs pour explorer une multitude de contenus – interviews, publicités, événements et récompenses – qui ont fait de la Fiat 500 une star internationale. Une collection incontournable de croquis et d'images retrace l'évolution du design et l'aventure créative qui a donné vie aux trois générations de la petite Fiat. On arrive ensuite à l'espace consacré à la Nouvelle 500 : véritable star du spectacle et icône de la culture italienne, elle est à découvrir en détail à travers une expérience 3D. La citadine la plus charismatique est dévoilée aux visiteurs dans une démonstration de sa puissance électrique et émotionnelle au service de la durabilité environnementale. L'espace dédié aux One-offs présente les trois interprétations exclusives de la Nouvelle 500 signées Armani, Bvlgari et Kartell, chefs-d'œuvre intemporels caractérisés par leurs qualités artisanales et durables. À la fin de ce voyage incroyable, on peut se reposer dans une « Chill Zone », endroit pour se détendre sous un plafond qui évoque un immense ciel étoilé : la Nouvelle 500 doit, en effet, contribuer à garder le ciel de chaque ville plus clair et plus calme.

La Division N de Hyundai s'engage envers la transmission manuelle

On parle souvent du déclin des transmissions manuelles, tandis que l'utilisation des boîtes automatiques est désormais répandue dans l'industrie automobile. En effet, la boîte de vitesses automatique a connu des avancées technologiques pour la rendre plus efficace dont récemment la boîte de vitesses à double embrayage, qui commence à devenir de plus en plus fréquente, pour pouvoir rendre le temps de passage des vitesses pratiquement réduit à 200 millisecondes, garantissant ainsi d'excellentes performances sur la route pendant l'accélération. Par contre, pour certains conducteurs, la boîte de vitesses manuelle propose un meilleur ressenti routier, voire un meilleur contrôle des véhicules sportifs.

En effet, la boîte manuelle est en recul à travers l'industrie, c'est une évidence. Cependant, tant qu'il y aura une demande, on la trouvera avec certains modèles. De ce fait, les dirigeants de la marque coréenne, Hyundai, ont réaffirmé leur engagement envers les véhicules à trois pédales appartenant à la division sportive de Hyundai, baptisée N. "Dans la mesure du possible, nous aimerions continuer à offrir aux acheteurs le choix d'une transmission manuelle pour les puristes ou de la transmission à double embrayage à huit rapports", a déclaré le planificateur de produits Hyundai Howard Lam au site Motoring.

Tandis que de nombreuses marques abandonnent la boîte de vitesses manuelle dans les voitures de sport. Hyundai a fait beaucoup de bruit en annonçant son intention de proposer l'option de transmission automatique à double embrayage à huit rapports pour ses modèles l'i30 N et la Veloster N.

Cependant, Hyundai n'a pas l'intention de quitter le marché manuel, le constructeur coréen équipera ses prochaines voitures sportives avec une boîte de vitesses manuelle, comme la Kona N, le premier SUV de Hyundai, l'i20 N, la rivale de la Fiesta ST et du Polo GTI, en plus de la berline Elantra N.

Transport : nécessité de développer le réseau ferroviaire parallèlement au réseau routier

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Farouk Chiali, a affirmé, à Alger, l'impératif de développer le réseau ferroviaire parallèlement au réseau routier au service de la croissance de l'économie nationale.

"*La croissance économique passe par le développement des routes et des moyens de transport*", a déclaré le ministre devant les membres de la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), dans le cadre du débat du projet de loi portant règlement budgétaire 2017, présidé par Tarek Tridi, président de la commission et en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar.

Les réseaux des transports ferroviaires et routier "*doivent être complémentaires, aussi bien en termes de réalisation que de leur extension aux différentes régions du pays et ce au service d'une économie et d'un développement harmonieux*", a-t-il dit.

Concernant la réévaluation des projets, M. Chiali a précisé que "*dans certains cas, les études techniques sont inappropriées*" et dans d'autres ca "*les projets sont volontairement sous-évalués pour en obtenir l'aval, puis les coûts sont revues à la hausse lors de la réalisation, car les données préliminaires ne correspondaient pas à la réalité, compliquant davantage l'opération de leur réévaluation*".

"*Cette opération est en recul ces dernières années, d'autant que le ministère s'attèle à la réduire davantage, à travers l'élaboration d'études plus réalistes*", a ajouté le ministre, soulignant que "*réévaluer les projets, au fil du temps, de 10 à 15 % est raisonnable, ce qui n'est pas propre uniquement à l'Algérie, mais ce qui est inadmissible, c'est la réévaluation faible des projets dans certains cas*". S'agissant du projet de loi portant règlement budgétaire 2017, le ministre a indiqué que le secteur des travaux publics avait bénéficié dans le cadre du budget d'équipement pour l'exercice 2017 de 49,29 milliards DA en tant qu'autorisation de programme (nouveau programme et réévaluation). Quant aux crédits de paiement, il a bénéficié de 288,71 milliards DA, la moyenne de consommation des crédits de paiement étant de 275,01 milliards DA, soit 96 %.

Les "*crédits de paiement s'élèvent à 110,53 milliards de dinars, auxquels s'ajoutent 82 milliards de DA du solde restant de l'année 2016*", a fait savoir le ministre, relevant que "*l'enveloppe financière consommée des crédits de paiement de 2017 a atteint 86,79 milliards de DA, soit 45 %*".

Pour ce qui est du budget de fonctionnement du secteur, les crédits accordés s'élèvent à 29,41 milliards DA, dont 27,11 milliards DA consommés, soit 92,18 %.

Evoquant les données relatives aux différents projets approuvés ainsi qu'au lancement et à la réception des infrastructures en 2017, M. Chiali a affirmé que "*le secteur des Travaux publics a validé la réhabilitation de 153 kilomètres de routes et la consolidation d'ouvrages d'art, outre la réalisation de 37 kilomètres de route et d'ouvrage d'art à l'aéroport d'Oran et de 2 autres projets aéroportuaires*".

Par ailleurs, plusieurs de projets ont été lancés dont la modernisation du réseau routier sur une longueur de 274 kilomètres, la réalisation de 63 ouvrages d'art, la réhabilitation du réseau routier (400 km) ainsi que la construction de 162 km de route nationales (RN) et de 17 km de chemins de wilaya avec la réalisation de deux parties (terrestre et maritime) à Chlef.

S'agissant de la réception des infrastructures, l'année 2017 a été marquée par la réception de 172 km de rocades et de voies rapides inter-wilayas en plus de la réalisation de 212 km de projets de modernisation des routes, 84 ouvrages d'art, 405 km de RN et 66 km de chemin de wilaya.

Il a été procédé durant la même année, précise le ministre, à la "*réception de projets de réhabilitation de plusieurs axes dont 1.082km de RN, 337 km de chemins de wilaya et 487 km de chemins communaux, en sus de la maintenance de 67 ouvrages d'art et la réception de 4 projets maritimes aux ports d'Oran, d'Arzew et de Ténès, en plus de 8 projets aéroportuaires à Tébessa, Oran, Chlef, Sétif et El-Bayadh, outre la réception d'un siège de la direction des Travaux publics et de 20 divisions territoriales*".

En ce qui concerne le secteur des transports, il a été procédé, poursuit-il, au "*lancement des projets de réalisation de 7 km de voies ferrées et de dédoublement de 177 autres voies ferrées en sus de la réception de 127 km de nouvelles voies, 14 km de lignes ferrées et de l'électrification de 14 km de voie ferrée*".

Aussi, 13,74 km de tramway ont été réceptionnés en plus du tronçon Arzew-Arzew ville sur une distance de 7 km.

Le ministre a également rappelé la réception de de la voie ferrée Thenia -Tizi Ouzou et la mise en service de voie ferrée entre Saïda et Moulay Slissen (120 km), outre l'électrification de 14 km entre Tizi-Ouzou et Oued-Aïssi.

Par ailleurs, et au sujet du développement des indicateurs principaux du secteur des Travaux publics et des Transports en 2017, M. Chiali a fait savoir que "*le réseau routier est passé de 126.900 km en 2016 à 127.371 km en 2017 soit une augmentation de 471 km*".

En matière de transport aérien, une augmentation de 80,09 % a été enregistrée dans le nombre de voyageurs et de 10,06 % concernant le transport de fret par rapport à l'an 2016.

S'agissant du transport maritime, le premier responsable du secteur a relevé une augmentation de 15,68 % en matière de transport des voyageurs contre une baisse de 6,69 % pour le transport de fret par rapport à 2016.

A propos des transports ferroviaires, une hausse de 14,03 % est enregistrée par rapport à 2016 en matière de transport des voyageurs et une hausse de 14,89 % pour le transport de fret.

Lors de l'examen du projet de loi, les membres de la commission ont fait part de leurs observations et préoccupations, ayant porté essentiellement sur le retard accusé dans les projets, la qualité et les coûts de réalisation, la réévaluation des projets, l'état détérioré des routes, le retard dans la réception des centres de péage pour l'autoroute est-ouest et de la fixation des tarifs d'accès à cette autoroute, outre la question relative au non remplacement du goudron par le béton armé dans la réalisation des routes.

Ils ont également évoqué la question du rapatriement du reste des Algériens bloqués à l'étranger, après la suspension du trafic aérien, suite à la propagation de la Covid-19, l'incidence des augmentations des prix du carburant sur les tarifs du transport et le retard dans l'activation du permis de conduire à points.

Dans sa réponse aux membres de la commission, le ministre a promis l'installation d'un groupe de travail au niveau de son département ministériel chargé d'examiner toutes leurs observations et préoccupations, précisant qu'ils recevront toutes les réponses nécessaires, une fois le travail du groupe terminé.

ORAN, LUTTE CONTRE LES INCENDIES DE FORÊTS

Installation d'une colonne mobile

Dans le cadre du dispositif d'intervention estivale en vigueur jusqu'au mois d'octobre prochain, une colonne mobile consacrée à la lutte contre les incendies de forêts a été installée, mercredi 1er juillet, au niveau du siège de la Direction de la Protection civile de la wilaya d'Oran.

PAR BOUZIANE MEHDI

En marge de la mise en place de cette colonne mobile, le directeur de la Protection civile de la wilaya d'Oran, le colonel Souiki Mahfoud, a, dans une déclaration à l'APS, précisé que quelque 45 agents, tous grades confondus, font partie de cette colonne mobile dotée de 9 camions légers de lutte contre les incendies de forêts, un camion de moyen tonnage, un camion ravitailleur, une ambulance médicalisée, un bus de transport des troupes et du matériel d'intervention, ajoutant que cette colonne mobile, qui sera déployée lors des incendies de forêts ou en appui aux équipes d'intervention dans la wilaya d'Oran et dans les wilayas limitrophes, a été créée « suite aux orientations de la Direction générale de la Protection civile (DGPC) dans le cadre de la lutte contre les incendies de forêts ». Selon l'APS, le colonel a souligné que l'objectif de la création de ces colonnes mobiles est de lutter efficacement et de réduire au maximum leurs conséquences sur le tissu forestier, d'une part, et que, d'autre part, une simulation montrant le départ de la colonne mobile après une alerte sur un incendie de forêt a été organisée par les éléments de cette colonne pour exhiber la célérité des agents et le gain de temps obtenu lors de l'intervention.

Sur le plan de la logistique et du personnel, la colonne mobile de lutte contre les incendies est complètement autonome, a fait savoir l'APS, ajoutant que le même responsable a également souligné l'importance de la formation des agents de la Protection civile, affirmant que le but de cette formation est de « former des agents compétents et professionnels et d'une grande efficacité opérationnelle ».

B. M.

MOSTAGANEM, PROPAGATION DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

Saison estivale compromise

La saison estivale, tant attendue, est compromise cette année à Mostaganem qui connaît, à l'instar des wilayas côtières, un été différent, à l'ombre de la propagation de la pandémie de Covid-19 et de la fermeture préventive des établissements touristiques et hôteliers, ainsi que celle des espaces de loisirs et des agences de voyage et ce, depuis mars dernier. La route côtière ouest de Mostaganem, entre Salamandre et les Sablettes, semble vide. Les estivants et les baigneurs sont rares malgré les tentatives répétées de quelques-uns d'investir les plages fermées, cette année, ou de s'aventurer aux zones rocheuses disséminées tout au long de cette corniche. Le calme et l'absence de mouvements s'accentuent autour du jardin de loisirs Mostaland, qui grouillait de visiteurs de tout âge et de différentes wilayas du pays et de l'étranger, il y a quelques mois seulement.

« L'absence de réservation dans les hôtels et les résidences touristiques et la fermeture de la saison estivale en raison de la crise sanitaire ont causé un retard dans les congés annuels ce qui a eu un grand effet sur les activités des hôtels et des complexes touristiques qui dépendent des réservations de la saison estivale », a indiqué, à l'APS, la directrice locale du tourisme et de l'artisanat et du travail familial, Hayet Mammeri.

La décision de fermeture des plages et des infrastructures de loisirs et des parcs a eu un grand impact sur l'activité touristique, notamment l'activité du parc de loisirs et du zoo de Mostaland et du jardin des jeux aquatiques Kharouba aquaparc, ainsi que les forêts de loisirs et de relaxation qui connaissent une affluence record de visiteurs durant la saison estivale, sachant qu'un million de visiteurs ont été enregistrés durant l'été 2019. Et avec le retard de l'ouverture de la saison estivale, selon la même source, quatre manifestations et expositions artistiques et de l'artisanat, prévues au niveau de la façade maritime ainsi qu'au niveau des hôtels, avec la participation de 240 artisans et 8 associations du pays, notamment du Grand Sud, ont été annulées.

Les professionnels du secteur estiment à l'unanimité que le secteur du tourisme et de l'artisanat ne se remettra pas sur pied avant l'hiver prochain. Les agences de voyages et de tourisme ont subi, durant les trois derniers mois, de grosses pertes, en raison de l'annulation des voyages aériens et maritimes et l'annulation des réservations dans les hôtels de l'intérieur du pays et de l'étranger ainsi que l'arrêt de la Omra, tout particulièrement durant le mois de Ramadhan. Ali Boukebir, directeur d'une agence de voyages, a estimé que « les pertes des agences peuvent doubler durant la période du la haute saison, entre les mois de juin et d'août, pour atteindre les 200% si la saison estivale et la Omra ne sont pas ouvertes, ainsi que le retour des transport aérien et maritime ».

Dans cette optique, il a appelé les autorités concernées à « baisser les charges financières sur les opérateurs économiques, notamment l'exonération des impôts et des participations annuelles versées aux caisses de sécurité sociale ».

Le même interlocuteur a précisé que « le retour de l'activité des agences de voyages et de tourisme à la situation d'avant la pandémie sera retardé en raison de la peur du voyage des clients, notamment vers l'Europe et la fin de validité des billets des clients », ajoutant que « le secteur se remettra sur pied au début de l'année prochaine, si la pandémie est vaincue ».

« Les mêmes pertes ont été subies par les 34 établissements hôteliers qui ont fermé leurs portes le 22 mars dernier. Leurs personnels ont été mis au chômage partiel, sans percevoir leurs salaires mensuels et leurs indemnité, suite de cet arrêt brusque et imprévu », a indiqué le représentant de wilaya de la Fédération nationale de l'hôtellerie et de la restauration, Noureddine Maz.

Il a ajouté qu'« un grand nombre d'opérateurs ont investi entre novembre et janvier derniers pour décrocher de nouvelles étoiles dans l'opération de classification ou de reclassification des hôtels, avant d'être surpris par la pandémie du corona ».

« La moyenne des pertes mensuelles des hôtels à Mostaganem a atteint, durant la période précédente (entre mars et mai), les 40 millions DA pour chaque établissement. Ce manque à gagner sera doublé durant la saison estivale, sachant que cette dernière représente habituellement 70% des bénéfices réalisés durant l'année. » « Malgré la situation d'exception que traverse le pays, la wilaya de Mostaganem a consacré, cette année, un budget de 61 millions DA pour la préparation de la saison estivale et l'aménagement des 43 plages pour accueillir les estivants dans les meilleures conditions », souligne la directrice du tourisme, de l'artisanat et du travail familial.

Le parc hôtelier de la wilaya de Mostaganem comprend 34 établissements touristiques, dont 17 hôtels et 11 résidences familiales pouvant accueillir 3.975 estivants et offrir quelque 1.440 postes d'emploi, voire jusqu'à 2.500 postes durant les trois prochaines années avec l'entrée en service de 20 nouveaux établissements hôteliers. Ces derniers offriront une capacité d'accueil de 3.525 lits.

La wilaya compte également 56 agences touristiques et de voyages qui peuvent offrir 140 emplois permanents et temporaires dont la plupart activent dans la billetterie, dans les réservations d'hôtels et l'organisation de voyages, notamment le Hadj et la Omra.

APS

KHENCHELA

Inauguration de deux sièges de sûreté

Les structures de sûreté de la wilaya de Khenchela ont été renforcées, lundi 29 juin, à la faveur de l'inauguration de deux nouveaux sièges dans les daïras de Bouhmama et Chechar devant renforcer le travail de terrain des services de la police et renforcer le principe de la police de proximité. Il s'agit d'un siège de la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ), inauguré dans la daïra de Bouhmama par l'inspecteur régional de police de la région Est, le contrôleur de police Daoud Mohand-Cherif qui était accompagné par le chef de l'exécutif local, Ali Bouzidi, ainsi que le chef de la sûreté de wilaya de Khenchela, le commissaire principal de police, Abdelhakim Berghouti.

A cette occasion, l'inspecteur régional de la police de l'Est a inspecté les services de cette structure et les différents équipements mobilisés pour assurer un service de qualité.

Aussi, un siège de la brigade de police judiciaire de la daïra de Chechar, doté d'un réfectoire et un dortoir, pour lequel une enveloppe financière de plus de 98 millions de dinars a été mobilisée, a été également inauguré par l'inspecteur régional de la police de la région Est.

« L'inauguration de ces deux nouveaux sièges permettra de renforcer les services opérationnels de police de la wilaya de Khenchela, notamment ceux liés à la sécurité des personnes et la préservation de leurs biens », a indiqué, lors d'un point de presse, le contrôleur de police, Daoud Mohand-Cherif, soulignant que « l'entrée en service de ces structures contribuera à l'augmentation de la couverture sécuritaire dans cette région ».

Le taux de couverture sécuritaire dans la région de Khenchela, selon le même responsable, a atteint 100% à travers les différentes daïras de cette wilaya.

MILA

Le torcol fourmilier observé à Metlili

Le torcol fourmilier, oiseau grimpeur de la famille des pics appelé aussi torticolis, vient d'être observé pour la première fois dans la région d'El-Metlili, dans la commune de Grarem Gouga (nord de la wilaya de Mila), ont annoncé, jeudi 2 juillet, les services de la Conservation des forêts. Abdelmalek Lemgoureb, responsable de la circonscription des forêts de Grarem Gouga, a indiqué à l'APS avoir observé, depuis quelques jours et pour la première fois à El-Metlili, sur les berges du barrage de Béni Haroun un individu de cette espèce.

Ce picidé, commun en Afrique du Nord, a un bec moins puissant que celui des pics et est un grimpeur habile des arbres. Il utilise sa langue collante, longue de plusieurs centimètres, pour gober les insectes et leurs larves, notamment les fourmis des crevasses qu'elles occupent, a précisé M. Lemgoureb.

Maître du camouflage, cet oiseau, à cou flexible, est difficile à observer surtout avec sa couleur brune, sauf pendant la saison de reproduction, a précisé le même cadre de la Conservation des forêts. Cet oiseau grimpeur se distingue par sa curieuse façon de tordre son cou jusqu'à 180 degrés, d'où son appellation torcol, mais aussi par son sifflement semblable à celui de la vipère qui l'aide à protéger son nid, a expliqué Abdelmalek Lemgoureb.

APS

BAISSE DU RYTHME DE PRODUCTION DU SECTEUR INDUSTRIEL PUBLIC

Recul de 6,7% durant le 1er trimestre 2020

Durant les trois premiers mois de l'année en cours, la production industrielle du secteur public a connu des baisses au niveau de la plupart des secteurs d'activités à l'exception des industries de l'agro-alimentaire et des industries diverses, qui ont connu des hausses respectives de +5,9% et de +51,7%, précisent les données de l'Office.

Le secteur de l'énergie a observé une baisse de 1,2% au 1er trimestre de l'année en cours et par rapport à la même période de l'année dernière, a indiqué l'ONS. Les Hydrocarbures ont reculé de 3,3%. Ce repli de la production s'explique, essentiellement, par une baisse de 3,9% de la branche pétrole brut et gaz naturel et une chute de 11,9% de celle de liquéfaction du gaz naturel.

Les mines et carrières ont affiché une baisse de production de 4,8%. Cette tendance est perceptible notamment au niveau des branches de l'extraction de la pierre argile et sable (-1,7%), l'extraction du sel (-10,7%) et celle du minerai de phosphates (-25,1%).

Les industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électriques et électroniques (ISMMEE) ont chuté de 38,2%. Ce résultat est dû à "des chutes importantes induites par un certain nombre d'activités, notamment la fabrication des biens intermédiaires métalliques, mécaniques et électriques (-40%), la fabrication des biens de consommation métalliques (-39,5%) et la production et transformation des métaux non ferreux (-51,8%).

Les matériaux de construction, pour leur part, ont enregistré une décroissance substantielle, avec -11,5%. Cette variation négative s'explique, notamment, par le recul de la production de la branche des liants hydrauliques (-12,8%), la fabrication des matériaux de construction et produits rouges (-7,4%) et l'industrie du verre avec -13%.

Les industries chimiques ont observé, également, une baisse de 11,5%. La plupart des activités relevant du secteur est concernée par cette tendance, notamment la fabrication de la chimie organique de base (-23,6%), la fabrication de peinture (-18,8%) et la fabrication des produits pharmaceutiques (-9%).

La production industrielle des textiles a, aussi, enregistré une variation négative avec (-14,6%). Cette tendance s'explique, particulièrement, par la chute de la production des biens de consommation de -38,9%.

Les industries des bois et papier ont reculé de 23,3%. Cette baisse a concerné l'ensemble des activités relevant du secteur, notamment l'industrie de l'ameublement (-36,1%) et la menuiserie générale (-11,7%).

Quant à la production des industries des cuirs et chaussures, elle a chuté de 20,4%. Cette tendance est perceptible tant au niveau des biens intermédiaires (-18,1%) que des biens de consommation (-25,1%).

Afin d'améliorer les atouts de l'industrie nationale et de diversifier la production, le gouvernement avait adopté dans le cadre du "renouveau économique attendu", une nouvelle politique économique qui sera essentiellement axée sur la mise en place d'un nouveau mode de gouvernance économique, d'une gestion moderne de l'entreprise économique, du développement des filières industrielles prometteuses, de l'accroissement des niveaux de production et de la valorisation des ressources naturelles du pays.

Cette démarche englobe, notamment, l'assainissement du milieu juridique de l'investissement, la création d'un climat approprié aux affaires et l'affectation du foncier économique à l'investissement productif.

"Cette vision constitue le cadre de référence opérationnel de la mise en œuvre par le gouvernement de son plan d'action pour faire face à la baisse des prix du pétrole (...), la rationalisation des dépenses de fonctionnement et d'équipement et la promotion, de manière soutenue, d'une économie diversifiée, développant davantage l'économie réelle et son moteur l'entreprise nationale, créatrice de richesse", avait souligné, début mars dernier, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, en marge de la cérémonie d'installation du nouveau président du Conseil national économique et social (Cnes).

En 2019, la production industrielle du secteur public a connu une hausse de 2,7%.

R. E.

RÉGION MENA

Forte baisse de la production dans le secteur de la construction en 2020

La production totale du secteur de la construction dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (Mena) devrait connaître une forte baisse en 2020 et elle devrait faire face à des vents contraires en 2021 avec une lente reprise, a indiqué un communiqué de Global Data, une société leader de données et d'analyse.

Global Data a encore réduit ses prévisions de croissance de la production de construction pour la région Mena pour 2020 à -2,4%, en baisse par rapport aux prévisions précédentes de 1,4%, en raison de la propagation continue du Covid-19.

Le secteur de la construction dans la région Mena devrait être impacté par le coup dur de la baisse des prix du pétrole et de la contraction des secteurs non pétroliers, a déclaré le fournisseur de données dans le communiqué. Yasmine Ghozzi, économiste chez Global Data, a déclaré que l'activité de construction pour le reste de 2020 devrait connaître de mauvaises performances. "Bien que l'activité de construction soit généralement faible pendant le mois sacré du Ramadhan et pendant les chauds mois d'été de juin, juillet et août, cela est généralement compensé par de bonnes performances au début et à la fin de l'année. Cependant, ce ne sera pas le cas cette année en raison des politiques strictes de verrouillage qui se sont prolongées jusqu'à la fin du mois de mai", a-t-elle prévenu.

Selon cette analyste, le secteur devrait faire face à des vents contraires en 2021 avec une lente reprise, mais son rythme sera inégal d'un pays à l'autre dans la région.

"Les déficits budgétaires et le niveau de la dette publique seront sensiblement plus élevés en 2021", a-t-elle prévu dans le communiqué, en ajoutant que "l'assainissement budgétaire entravera la croissance non pétrolière dans la région, où les gouvernements jouent toujours un rôle considérable pour stimuler la demande intérieure".

Les économistes de Global Data estiment que les investissements publics devraient être modérés, ce qui se traduira par moins de perspectives de croissance pour les entreprises du secteur privé en particulier .

Fort impact de la baisse des prix du pétrole sur l'activité de construction

Au milieu de l'aggravation de la situation en ce qui concerne l'épidémie de Covid-19 et la baisse des prix du pétrole, Global Data a encore réduit ses prévisions de croissance de la production de construction dans la quasi-totalité des pays de la région Mena.

En Arabie saoudite, la production de construction est revue à la baisse pour se situer autour de 1,8% par rapport à ses prévisions précédentes de 2,9% en 2020 et s'attend à une reprise de 3,3% en 2021. La même source a estimé une contraction de 2,1% de la croissance de la production de construction aux Emirats arabes unis, mais s'attend à un rebond en 2021 de 3,1%.

Global Data a également réduit les taux de croissance pour le Qatar, le Koweït et Oman en 2020 à -3,4%, -7,8% et -8,1%, respectivement.

L'économie du Qatar cette année sera affectée par la baisse des arrivées de touristes, les faibles dépenses de consommation et les bas prix du pétrole. Cependant, une forte relance budgétaire et des dépenses pour les projets d'infrastructure devraient apporter un soutien.

Les perspectives négatives pour le Koweït sont alourdies par la baisse des prix du pétrole et la perspective d'un déficit budgétaire plus élevé, ce qui pourrait compromettre les dépenses d'investissement du gouvernement dans la construction et les infrastructures. Le secteur de la construction en Egypte devrait continuer de s'améliorer malgré les mauvaises performances du secteur non pétrolier en avril.

Global Data prévoit une croissance de la construction de 7,7% en 2020, contre 9,5% en 2019, en raison d'un ralentissement à court terme en raison de la pandémie et de 8,9% en 2021, et de continuer à maintenir une tendance positive tout au long de la période de prévision.

R. E.

MAROC-AFFAIRE DES ÉCOUTES

Le militant Omar Radi déplore une campagne de "salissage"

Le journaliste et militant marocain Omar Radi, espionné par les autorités de son pays via un logiciel israélien, a réagi samedi aux accusations du gouvernement marocain sur sa collusion présumée avec un service de renseignement étranger, dénonçant une campagne de "salissage" à son encontre.

Dans un communiqué rendu public, le journaliste dit avoir pris avec "stupéfaction et incrédulité l'objet de l'enquête dont il fait l'objet". Jeudi, le gouvernement marocain a affirmé qu'Omar Radi, sans le nommer, a été soumis à une enquête judiciaire pour "atteinte à la sécurité de l'Etat, en raison de ses liens présumés avec un officier de liaison d'un pays étranger".

Quelques heures après ces déclarations, le militant a subi une avalanche d'accusations portées par des médias proches du palais visant à le discréditer dans le sillage de l'enquête édifiante publiée le 22 juin par Amnesty international sur sa mise sur écoute par les autorités marocaines.

Un de ces relais médiatiques évoque une collusion présumée avec un officier des renseignements britanniques. "Depuis plusieurs semaines, une campagne de lynchage et de diffamation est orchestrée par plusieurs médias électroniques contre moi. En décembre dernier, j'ai été placé en détention pour un tweet. Je me retrouve, désormais, à devoir répondre à des accusations ubuesques. Jusqu'où ira cet acharnement", s'est interrogé ce fervent détracteur du bilan des droits humains au Maroc.

Il a précisé que dans le cadre de cette enquête menée par la BNPJ (la brigade de la police judiciaire au Maroc), il avait répondu à deux convocations, les 25 juin et 2 juillet 2020, soulignant qu'aucune question sur un supposé agent de renseignement ne lui a été posée. "Je ne suis ni un espion ni un agent à la solde d'agendas extérieurs. Ces attaques salissent ma réputation et mon honneur, elles sont sans fondement, et je dispose de tous les moyens pour me défendre", a-t-il affirmé.

Peu avant la réaction d'Omar Radi, Amnesty international avait dénoncé, samedi, une campagne de dénigrement orchestrée par le gouvernement marocain contre son bureau à Rabat après des révélations sur l'utilisation d'un logiciel israélien pour espionner le journaliste.

L'ONG a découvert que le téléphone d'Omar Radi avait été la cible de plusieurs attaques au moyen d'une nouvelle technique sophistiquée permettant d'installer de façon invisible Pegasus, logiciel espion produit par la firme israélienne NSO Group.

Acculé au mur, le gouvernement marocain a tenté de repousser ces accusations confirmées. Des sources gouvernementales qui se sont confiées à des médias marocains évoquent une prochaine fermeture du bureau d'Amnesty à Rabat, rappelant au passage la suspension de leur coopération avec l'ONG. Amnesty international avait indiqué, dans la foulée, que "ce n'est pas la première fois que des efforts sont déployés pour saper le travail d'Amnesty" au Maroc, soulignant que ces attaques "coïncidaient avec une répression croissante" dans le pays. "Des dizaines de militants des droits de l'Homme, de journalistes

indépendants et de manifestants sont actuellement en prison", a dénoncé l'Organisation avant de déplorer une obstruction aux activités de son bureau à Rabat.

Les autorités marocaines ont un lourd passé dans l'instauration de mesures punitives pour détourner l'attention de leur sombre bilan en matière de droits humains, a rappelé l'ONG.

ETHIOPIE

Plus de 160 personnes tuées lors des récentes violences

La police de l'État d'Oromia a indiqué samedi, dans un nouveau bilan, que 145 civils et 11 membres des forces de sécurité étaient morts lors des récentes violences en Éthiopie, consécutives au meurtre du chanteur Hachalu Hundessa. Selon la police d'Addis Abeba, dix personnes, dont deux policiers, ont également été tuées dans la capitale. Un nouveau bilan présenté samedi 4 juillet par la police fait état d'au moins 166 morts au cours des manifestations et des heurts intercommunautaires qui ont secoué l'Éthiopie après le meurtre lundi d'un chanteur vedette. "Après la mort d'Hachalu, 145 civils et 11 membres des forces de sécurité ont perdu la vie dans des troubles dans la région", a affirmé le chef adjoint de la police de l'État d'Oromia, Girma Gelam, dans un communiqué diffusé sur la télévision d'État Fana Broadcasting Corporate.

Dix autres personnes, dont deux policiers, ont été tuées à Addis Abeba, selon la police de la capitale.

Girma Gelam a également fait état de 167 personnes "sérieusement blessées" et d'un millier d'arrestations. Il a assuré que les violences avaient "complètement cessé".

Parmi les 166 morts, certains ont été tués par les forces de sécurité et d'autres dans des affrontements entre membres de diverses communautés.

L'armée éthiopienne a été déployée mercredi à Addis Abeba où des groupes armés ont parcouru les rues au cours de plusieurs journées consécutives de manifestations sanglantes qui se sont étendues à l'ensemble de la province d'Oromia entourant la capitale éthiopienne. Ces violences mettent en lumière les tensions ethniques grandissantes en Éthiopie et soulignent la fragilité de la transition démocratique mise en œuvre par le Premier ministre Abiy Ahmed, prix Nobel de la Paix 2019.

Depuis son accession au pouvoir, Abiy Ahmed s'est efforcé de réformer un système jusque-là très autoritaire. Mais ce faisant, il a ouvert la porte aux violences intercommunautaires qui mettent à l'épreuve le système éthiopien de fédéralisme ethnique.

Hachalu Hundessa a été assassiné le 29 juin à Addis Abeba. Bien qu'apprécié d'Éthiopiens d'origines diverses, il a surtout été le porte-voix des Oromo, qui avaient dénoncé leur marginalisation économique et politique lors des manifestations antigouvernementales ayant débouché en 2018 sur l'arrivée au pouvoir d'Abiy Ahmed, un membre de cette communauté. Ses textes très politiques exprimaient les frustrations de ce groupe ethnique, le plus important par le nombre, mais qui s'est longtemps estimé marginalisé économiquement et politiquement.

CRISE AU MALI

Les opposants au président Ibrahim Boubacar Keïta durcissent le ton

Le président malien Ibrahim Boubacar Keïta, pour dénouer la crise politique qui secoue son pays, a rencontré ce dimanche à Bamako une délégation de l'opposition regroupée au sein du Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques. S'il s'est félicité de cette rencontre, ses hôtes ont tenu immédiatement après une réunion pour marquer leur déception et même durcir le ton.

Après l'imam Mahmoud Dicko, samedi, le chef de l'État a reçu dimanche des représentants de la coalition du Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques coalition, qui rassemble responsables religieux et personnalités de la société civile et du monde politique. Depuis juin, ce mouvement a fait descendre dans les rues de la capitale des dizaines de milliers de personnes opposées au pouvoir en place. Selon la présidence, ces concertations ont pour but de décrisper la situation politique. Et pour le président malien, la rencontre en soi est une victoire pour le Mali. Le communiqué officiel diffusé à l'issue de la réunion poursuit, qu'au cours de l'entrevue, le chef de l'État a réitéré à ses hôtes sa volonté de les voir représenter au sein du futur gouvernement d'union nationale. Quid du mémorandum, que le Mouvement du 5 juin lui a adressé ? Il a invité ses interlocuteurs à engager à ce sujet des échanges avec la majorité présidentielle.

Du côté des opposants, la lecture de la rencontre est tout autre. Ils estiment que le président IBK a ignoré leurs demandes contenues dans le mémorandum, notamment la nomination d'un Premier ministre de pleins pouvoirs issu de leurs rangs pour redresser le pays. L'opposition durcit même le ton en exigeant à nouveau la démission du chef de l'État alors que cette revendication ne figurait plus dans leurs revendications et n'était plus présente dans le mémorandum.

Et comme si les responsables du Mouvement du 5 juin voulaient à nouveau montrer leurs muscles, ils annoncent une nouvelle manifestation ce vendredi.

Agences

FOOTBALL : INTERMÉDIAIRES DE JOUEURS

La FAF décide de mettre de l'ordre

La Fédération algérienne de football (FAF) décide de réorganiser le métier d'intermédiaires de joueurs de football pour faire face ainsi à l'anarchie qui règne dans le sport roi dans notre pays.

PAR MOURAD SALHI

Acté par la Fédération internationale de football (FIFA) le 1er avril 2015, le métier d'agents de joueurs est devenu du n'importe quoi. N'importe quel intermédiaire peut conclure un transfert de joueur, sans avoir besoin d'une licence, ce qui n'est pas le cas dans certains pays où ce métier est devenu une profession réglementée. "Cette libération totale du marché, en créant le statut d'intermédiaire, a engendré une dérégulation au détriment d'une réglementation plus stricte et sujette à d'éventuelles sanctions en cas de non-respect de certains principes", a indiqué la Fédération algérienne de football dans un communiqué de presse.

La FIFA, rappelons-le, avait tenté d'encadrer cette activité en imposant depuis 2001 un enregistrement des agents auprès des fédérations nationales. Mais, cela n'a fait que créer une certaine anarchie dans notre pays. "Face à l'anarchie qui régnait dans le milieu footballistique national, le Bureau fédéral de la Fédération algérienne de football (FAF) avait décidé dès son élection en 2017 de mettre de l'ordre dans ce métier d'intermédiaire, tout en consacrant la liberté de commerce et de l'autorégulation du marché des transferts par le jeu de la concurrence", a ajouté le communiqué de l'instance fédérale.

La FAF a confié cette Commission du statut du joueur à Larbi Oumamar, membre du Bureau fédéral. Celui-là, selon la FAF, avait déjà entamé un travail de fond depuis septembre 2018, avec au menu un fichier des intermédiaires retenus sur la base d'un dossier, en attendant la délivrance de licence à l'issue d'un test d'évaluation de connaissances. Ladite commission avait refusé 12 dossiers du statut de joueur car ne remplissant pas les conditions d'éligibilité. A titre d'exemple, la fonction d'entraîneur n'ouvre pas droit au métier d'intermédiaire, le niveau d'instruction, l'absence de pièces administratives…

L'instance fédérale confirme que certaines personnes se prévalant intermédiaires ne sont même pas sur la liste officielle de la FAF, elles ne sont donc pas reconnues en tant que telles. D'ailleurs, la FAF a rejeté des contrats sur lesquels étaient mentionnés des intermédiaires ne faisant pas partie de la liste officielle.

D'autre part, la FAF a introduit, et pour la première fois, le système DTMS pour les joueurs locaux, soit l'équivalent du TMS pour les transferts à l'international. "L'utilisation du DTMS a été entamée en janvier 2019, un outil qui permet à la Ligue de football professionnel (LFP) de gérer tous les mouvements des joueurs (transfert, prêt, résiliation de contrat, vérification, validation…) et à la FAF de procéder à tous les contrôles possibles et les validations nécessaires", lit-on dans le même communiqué de l'instance fédérale.

Autre nouveauté, selon la FAF, c'est la mise en place d'une nouvelle application informatique (Novarec) qui permet d'avoir une base de données des intermédiaires, avec leurs dossiers complets, les contrats de médiation ainsi que les déclarations annuelles.

La prochaine étape consisterait en un examen de passage pour exercer le métier d'intermédiaire de joueurs en vue de la délivrance d'une licence annuelle renouvelable. L'objectif consiste à encadrer davantage tout le processus afin de permettre l'émergence d'intermédiaires compétents, structurés et de préférence constitués en société, soit avec registre de commerce.

M. S.

JM ORAN-2022

Le COJM table sur la signature d'une dizaine de conventions de sponsoring

Le Comité d'organisation des Jeux méditerranéens (COJM), prévus à Oran en 2022, table sur la signature d'une dizaine de conventions de sponsoring. La première cérémonie devant avoir lieu dans les tout prochains jours, a-t-on appris de cet organisme.

Faisant de la réussite de ce rendez-vous sportif un objectif suprême, le COJM vient de trouver un accord avec Algérie Telecom, a annoncé, à l'APS, son directeur général, Salim Ilès.

"Un premier contrat de sponsoring qui en appelle d'autres", a promis le même responsable, estimant que le report d'une année pour cause de Covid-19 de la 19e édition des JM donnera au COJM plus de chances de relever le défi dans ce registre.

Le même responsable a reconnu dans ce contexte que son instance a rencontré beaucoup de difficultés pour conclure des contrats de sponsoring l'année passée "en raison de la situation politique et économique difficile qui prévalait dans le pays".

"Compte tenu de cette situation, plusieurs entreprises ont été contraintes de limiter sensiblement leur budget dédié au chapitre de sponsoring et marketing, ce qui nous a joué un mauvais tour au niveau du COJM", a encore expliqué l'ancien champion algérien de natation.

Le même responsable se montre, toutefois, "optimiste" quant à une meilleure prise en charge de ce dossier, révélant au passage l'existence de "contacts avancés avec des partenaires économiques publics et privés de renom pour éventuellement signer des conventions de sponsoring dans les prochaines semaines".

Dans le même registre, le directeur général du COJM a fait savoir qu'une deuxième campagne de promotion de l'évènement méditerranéen sera bientôt lancée, après avoir accompli les démarches administratives d'usage pour apporter les réajustements nécessaires à l'identité visuelle des JM, notamment son logo, suite au changement de la date de ce rendez-vous.

A ce propos toujours, le même interlocuteur a assuré que son instance n'a pas enregistré "des pertes énormes" sur le plan financier après le décalage des JM, puisque la somme déboursée pour l'impression des affiches et autres annonces relatives à la promotion de la 19e édition et portant l'ancienne date n'ont pas dépassé les 2,9 millions de dinars, a-t-il souligné.

APS

QATAR

Bounedjah et Al-Sadd se préparent à la reprise

L'équipe d'Al- Sadd où évolue le buteur algérien Baghdad Bounedjah se prépare pour la reprise du Championnat du Qatar (QNB), suspendu au mois de mars dernier en raison de la pandémie de Covid-19, en disputant deux matchs amicaux face respectivement à Umm Salal, le 10 juillet, et contre la formation de Muather SC, le 16 du même mois.

Il faut rappeler que le Championnat du Qatar 2019-2020 reprendra le 24 juillet prochain après un arrêt de plus de quatre mois. Avant la suspension des compétitions de football au Qatar, Al-Sadd occupait la troisième place au classement avec 32 points derrière, respectivement, Al-Duhail et Al-Rayann où évolue l'autre international algérien Yacine Brahimi.

Le champion d'Afrique Baghdad Bounedjah est le meilleur buteur du Championnat après 17 journées disputées en compagnie de Akram Afif avec 12 buts chacun. Ses deux compatriotes Sofiane Hanni d'Al- Gharaffa et Yacine Brahimi d'Al-Rayann viennent juste derrière au classement avec 11 buts inscrits chacun.

MILAN

Bennacer était un « pari » de Boban

L'international algérien, Ismaël Bennacer, a rejoint le Milan AC lors du dernier mercato d'été. Ce transfert a été en grande partie réalisé grâce à l'instance de l'ancien international croate et actuel dirigeant du club, Zvonimir Boban, selon le célèbre journaliste italien Fabio Caressa.

« Theo Hernandez a eu deux opportunités, c'est un garçon dont nous entendrons souvent parler à l'avenir. Boban m'a toujours dit qu'il était très fort. Theo et Bennacer étaient ses paris », a indiqué le spécialiste du football italien à Sky Sport.

Pari réussi pour Zvonimir Boban, le milieu de terrain algérien est en train de réaliser une très bonne première saison chez les Milanais.

LE CERVEAU

21h00 W9

Le célèbre et insaisissable truand anglais surnommé «Le Cerveau», auteur du fameux hold-up du train postal Glasgow-Londres, est recherché par toutes les polices d'Europe. En secret, il prépare l'attaque d'un train spécial de l'Otan contenant les fonds de quinze nations membres qui doivent être convoyés jusqu'à Bruxelles. Le Cerveau met au point l'affaire avec Frankie Scannapieco, un caïd de la mafia américano-sicilienne. Or, un petit escroc français, Arthur Lespinasse, vient juste de s'évader de prison à quatre jours de sa libération, car il a eu la même idée. Il entraîne dans l'entreprise son ami Anatole, un brave chauffeur de taxi

MADAME

21h00 8

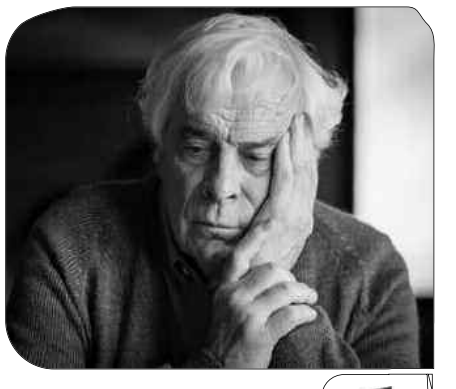
Anne et Bob, un couple d'américains fortunés récemment installé à Paris, s'apprêtent à donner un grand dîner, et convient douze invités triés sur le volet, réunissant la haute société anglaise, française et américaine. Mais lorsque Anne réalise qu'un treizième couvert est posé pour Steven, le fils du premier mariage de Bob, elle panique : pour cet événement mondain, hors de question de provoquer le mauvais sort ! Elle demande à Maria, sa domestique, d'enfiler une robe et de se faire passer pour une riche amie espagnole. Maria se retrouve assise à côté de David, un expert en art issu de la noblesse britannique

AFFAIRE CONCLUE : LE DUEL DES BROCANTES SUR LA ROUTE

21h00 2

Deux équipes composées de Diane Chatelet et Alexandra Morel, d'une part, et de Julien Cohen et Pierre-Jean Chalençon, d'autre part, prennent la route, au volant de leur combi Volswagen, pour chiner les plus beaux objets du Perche et du Val de Loire. Ils ont un objectif : exercer au mieux leur oeil de professionnel pour repérer et acheter deux objets qui leur permettront de réaliser le meilleur bénéfice. Une fois ces objets acquis, ils doivent les faire examiner par des experts qui détermineront leur valeur. Et de retour à Paris, ils devront convaincre leurs camarades de leur acheter au meilleur prix. Cette compétition acharnée sera arbitré par Sophie Davant

MEURTRES EN HAUTE-SAVOIE



21h00 3

Dans la gare de la télécabine qui relie Avoriaz à Morzine, Barbara Herbier, 75 ans, surgit d'entre les cabines l'air hagard. Acculée par son agresseur invisible, Barbara bascule par dessus le garde-corps et disparaît dans le vide. Ce n'est que le début d'une série de démences subites et mortelles qui vont frapper la famille Herbier. Claire Garibaldi, brillante OPJ à Lyon, ne croit pas beaucoup aux légendes lorsqu'elle revient mener l'enquête sur les lieux de son enfance. Elle y retrouve son frère, Pierre, qui dirige la brigade de gendarmerie de proximité de Morzine

LA SELECTION DU MIDI LIBRE

LES ROUTES DE L'ESCLAVAGE

21h00 arte

Après la chute de Rome en 476, des peuples (Wisigoths, Ostrogoths, Berbères, Slaves, etc.) se disputent les ruines de l'Empire. Tous pratiquent l'asservissement. Mais au VIIe siècle émerge un empire arabe qui tisse, entre l'Afrique et le Moyen-Orient, un immense réseau de traite d'esclaves qui converge vers Bagdad, nouveau centre du monde. Après la révolte des Zanj - des esclaves africains -, qui s'achève dans un bain de sang, le trafic se redéploie vers l'intérieur du continent. Deux grands marchés aux esclaves s'imposent : Le Caire et Tombouctou. Au fil des siècles, les populations subsahariennes deviennent la principale «matière première» de ce trafic

LA FUREUR DU CLIMAT

21h00 4

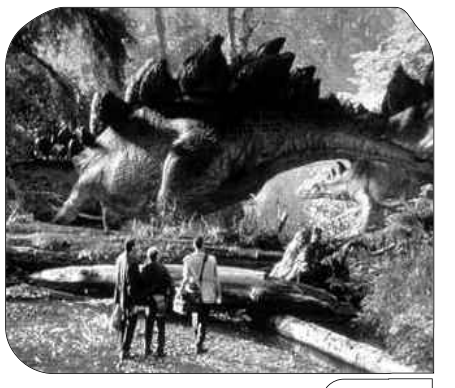
Richard Hammond cherche à comprendre l'origine de la création du vent. Il visite tout d'abord l'endroit le plus venteux de la planète, au mont Washington, avant de créer avec une équipe de scientifiques un tourbillon de flammes de plusieurs dizaines de mètres de hauteur en plein désert. Il découvre ensuite au Canada un tout nouveau centre de recherche consacré au climat, qui peut recréer des tornades artificielles et en étudier le fonctionnement. Enfin, Richard accompagne des météorologistes qui tentent de mesurer les effets d'une vraie tornade en envoyant une sonde en son centre

LA FRANCE A UN INCROYABLE TALENT

21h00 M6

Vous les avez connus amis et solidaires lorsqu'ils se réunissaient pour dénicher les artistes les plus fascinants du pays... Ce temps est désormais révolu ! Pour la première fois Hélène Ségara, Marianne James, Éric Antoine et Sugar Sammy passent d'alliés à adversaires, prêts à se lancer dans un duel sans merci ! À la tête d'une formation qu'ils ont eux-mêmes constituée et coachée, les quatre jurés ont réuni ce qui s'est fait de mieux sur «La France a un incroyable talent» afin de livrer une bataille qui s'annonce épique ! Coups de vices, mauvaise foi, stratégie... toutes les manoeuvres seront permises pour décrocher la victoire

JURASSIC PARK 2 - LE MONDE PERDU



21h00 TF1

Quatre ans après le terrible fiasco de son Jurassic Park, le milliardaire John Hammond rappelle le Dr Ian Malcolm pour l'informer de son nouveau projet. Sur une île déserte, voisine du parc, vivent en liberté des centaines de dinosaures de toutes tailles et de toutes espèces. Ce sont des descendants des animaux clonés en laboratoire. D'abord réticent, Ian se décide à rejoindre le docteur quand il apprend que sa fiancée fait partie de l'expédition scientifique. Il ignore qu'une autre expédition qui n'a pas les mêmes buts est également en route

MIDI Libre
Quotidien national d'information
Web : www.lemidi-dz.com

Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard :
021.63.80.82 et 87
Rédaction : Tél-Fax : 021.63.79.16
Publicité : Tél-Fax : 021.63.79.14
publicite@lemidi-dz.com
Pour votre publicite s'adresser à l'ANEP, 01 Avenue Pasteur, Alger
Tél. : 021.73.76.78 et 73.71.28
Bureau de Constantine :
100, rue Larbi Ben M'hidi - Constantine -Tel./Fax : 031.64.17.53

Bureau de Annaba
24 rue Med-Khemisti
Tél. : 038.86.11.57
Bureau de Tizi-Ouzou
Cité Mohamed-Boudiaf
BT 29 A
Nouvelle-Ville T. O.
Tél-Fax : 021.93.69.29

Impression :
Centre : SIA Diffusion : Midi libre
Est : SIE Diffusion : AMP Ouest : SIO
EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16
Adresse : 12 rue Fouzia Moulahe
Rostomia Clairval Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

MIDI Libre
Quotidien national d'information
N° 4038 | Mardi 7 Juillet 2020

Horaires des prières pour Alger et ses environs	
Fadjr	03h45
Dohr	12h53
Asr	16h44
Maghreb	20h13
Icha	21h52

RAPATRIEMENT DES ATHLÈTES ALGÉRIENS

LE MINISTRE DES SPORTS RÉPOND À TAOUFIK MAKHLOUFI

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi, a répondu publiquement hier à la dénonciation lancée par le champion olympique Taoufik Makhloufi, bloqué en Afrique du Sud depuis quatre mois.

« S'agissant de notre champion olympique Makhloufi, avec lequel je suis en contact régulier, je comprends parfaitement son envie de rentrer au pays à l'instar de nos compatriotes qui se trouvent bloqués un peu partout dans le monde, mais dire qu'il est abandonné par les pouvoirs publics c'est complètement faux », a affirmé Sid Ali Khaldi dans un entretien à la radio étatique francophone.

« Tous les moyens sont mis, a assuré le ministre. D'abord, il est bénéficiaire d'une bourse et je pense qu'il est dans de très très bonnes conditions et nous sommes en contact régulier avec M. Makhloufi ».

Le champion olympique d'athlétisme avait attiré ce samedi l'attention de l'opinion publique sur le fait qu'il était bloqué en Afrique du Sud sans perspectives de retour offertes par les autorités algé-

riennes.

« Cela fait quatre mois que je suis bloqué en Afrique du Sud, ni rapatriement ni même un geste qui s'en rapproche de la part de l'État algérien pour me permettre de retourner au pays. Cela démontre que je suis peu considéré, comme citoyen algérien et même en tant que champion olympique qui a hissé haut les couleurs nationales. Si j'ai décidé d'exprimer ce que je ressens, ce n'est pas pour susciter la compassion de qui que ce soit, à quelque niveau que ce soit », a dénoncé Taoufik Makhloufi.

Le ministre des Sports n'avait pas tardé à réagir quelques heures plus tard par le biais d'un message sur le même réseau social. « Je suis de très près la situation dans laquelle se trouve notre héros olympique Taoufik Makhloufi, avec qui je suis en contact permanent, moi et mon département », avait affirmé M. Khaldi, ajoutant qu'il s'est « personnellement assuré de son confort et de ses conditions de résidence à l'instar de nos athlètes dans toutes les régions du monde, en particulier les coureurs présents à Nairobi et les nageurs présents à Montréal ».

Outre Makhloufi, d'autres athlètes se trouvent également bloqués à l'étranger suite à la suspension des vols internationaux dans le cadre de la lutte contre la pandémie de coronavirus Covid-19. C'est le cas par exemple de la délégation algérienne d'athlétisme, composée de 11 personnes, bloquées depuis mars dernier au Kenya après avoir effectué un stage de cinq semaines à l'Institut national des sports du Kenya à Iten.

L'Algérie a décidé de fermer ses frontières vers la mi-mars dans le cadre des mesures prises pour lutter contre la pandémie de coronavirus. Aucune date n'a été fixée pour la reprise des vols internationaux et des dessertes maritimes.

FOOTBALL / TRANSFERTS

LA FAF VEUT "ASSAINIR" LE MÉTIER D'AGENT DE JOUEURS

La Fédération algérienne de football (FAF) a indiqué hier avoir entrepris certaines démarches pour "assainir et remettre de l'ordre dans le métier d'agent de joueurs", marqué par une certaine "anarchie" depuis sa libéralisation il y a cinq ans.

En effet, initialement réservé à une élite qualifiée, le métier d'agent de joueurs a connu un essor sans précédent à partir du 1er avril 2015, lorsque la Fifa a adopté la circulaire 1417, portant sur la libéralisation du métier d'agent de joueurs.

"Depuis, n'importe quel intermédiaire peut conclure un transfert de joueur, sans avoir besoin d'une licence, sauf dans les pays dont la législation fait de ce métier une profession réglementée, ce qui n'est pas le cas en Algérie", a expliqué la FAF dans un communiqué. "Cette libération totale du marché, en créant le statut d'intermédiaire, a engendré une dérégulation au détriment d'une réglementation plus stricte, et sujette à des éventuelles sanctions en cas de non-respect de certains principes", a ajouté l'instance fédérale, rappelant au passage que "la Fifa avait tenté d'encadrer cette activité à travers diverses décisions, notamment, en imposant depuis 2001 un enregistrement des agents auprès des fédérations nationales". "Mais face à l'anarchie qui régnait dans le milieu footballistique national, le Bureau fédéral de la FAF avait décidé, à son élection en 2017, de remettre de l'ordre dans ce métier d'intermédiaire, tout en consacrant la liberté de commerce et de l'autorégulation du marché des transferts par le jeu de la concurrence", peut-on encore lire dans le communiqué.

Cette mission a été confiée à la Commission du statut du joueur, présidée par le membre du Bureau fédéral Larbi Oumar, qui a entamé un "travail de fond" depuis septembre 2018 et qui a abouti à une situation "assainie", avec un fichier des intermédiaires retenus sur la base d'un dossier, en attendant la délivrance de licence à l'issue d'un test d'évaluation de connaissances.

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

Nouveau record quotidien des infections

Algérie a enregistré 463 cas nouveaux cas de coronavirus (441 la veille), ce qui porte à 16404 le total des cas positifs depuis le début de l'épidémie, soit 35 cas pour 100.000 habitants, selon le nouveau bilan publié hier par le ministère de la Santé. Il s'agit d'un nouveau record quotidien des contaminations. Le précédent datait d'avant- hier dimanche avec 441 cas supplémentaires.

L'Algérie a enregistré sept nouveaux décès (six la veille) du Covid-19, ce qui porte le total à 959, alors que 51 patients sont en soins intensifs (53 la veille). Pour les guérisons, 392 personnes infectées (311 la veille) ont été déclarées guéries du coronavirus ces dernières 24 heures, soit un total de 11884.

Il a été relevé que l'ensemble des cas confirmés au coronavirus ont été enregistrés à travers 48 wilayas. La tranche d'âge 25-60 ans représente 56 % des cas alors que 66 % des cas de décès concernent les personnes âgées de 65 ans et plus.

Dr Fourar a rappelé la nécessité du strict respect des mesures de prévention, la distanciation sociale et de suivre les recommandations des spécialistes.

Les professionnels de la santé réitèrent la nécessité pour les citoyens de respecter les règles d'hygiène personnelle et environnementale , afin d'éviter toute contagion au coronavirus.

TUNISIE

Les touristes étrangers se font désirer

Cela fait neuf jours depuis que la Tunisie a ouvert ses frontières aériennes et maritimes. Sur le papier, le pays possède de nombreux atouts pour attirer les touristes étrangers : une très bonne situation sanitaire, avec très peu de nouvelles contaminations au covid-19, un protocole sanitaire détaillé et précis, des mesures sanitaires appliquées avec beaucoup de rigueur… Autre atout important : la Tunisie est aujourd'hui le seul pays du Maghreb ouvert aux étrangers. Le Maroc, son concurrent dans le tourisme, et l'Algérie n'ont pas encore annoncé de date pour la réouverture de leurs frontières. Pourtant, le tourisme ne semble pas décoller. Le trafic aérien reprend timidement et les réservations d'hôtels sont faibles, selon les acteurs du secteur. « Nous n'avons toujours pas enregistré des réservations dans les hôtels tunisiens que ce soit de la part des Tunisiens ou des touristes », a expliqué, ce dimanche 5 juillet, Foued Bouslama, premier vice-président de la Fédération tunisienne des restaurants touristiques cité par Jawhara FM. Selon Foued Bouslama, les tours opérateurs internationaux ont été fortement impactés par la crise du coronavirus. Ils sont dans l'incapacité d'organiser des séjours à destination de plusieurs pays dont la Tunisie. « On ne peut en aucun cas parler de saison touristique cette année en Tunisie, il faut juste se pencher sur la préservation des postes d'emploi dans ce secteur et se préparer à la prochaine saison », a-t-il ajouté, selon des propos rapportés par le média Webdo. Un constat que partage la Fédération tunisienne de l'hôtellerie (FTH). Elle a estimé qu'il n'y aura pas de saison touristique cette année en raison des nouvelles procédures concernant l'entrée en Tunisie

Sur les réseaux sociaux, les touristes pointent également du doigt les prix jugés exorbitants des billets d'avion. Les compagnies aériennes, lourdement impactées par la crise du Covid-19, n'ont plus les moyens de pratiquer des prix cassés.